ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 247 - 22 mai 1992 - prix : 9 F

Banlieues
UN TAPIE POUR CACHER LA MISERE

GAMMA

Les 6, 7 et 8 juin à Presles (Val d'Oise)
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

M 6189 - 1247 - 9,00 F

Banlieues :

UN TAPIE POUR CACHER LA MISÈRE

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les gouvernements se suivent et se ressemblent, et entre celui qui a Bérégovoy pour Premier ministre et celui qui l'avait pour ministre des Finances, bien malin qui verra une différence de politique. Mais il faut bien faire parler et, comme il n'y a plus Cresson et que Bérégovoy n'est pas photogénique, le nouveau gouvernement sort son Tapie.

Tapie, on le sait, s'est spécialisé dans le rachat et le "redressement" d'entreprises en difficulté, et surtout de ses propres affaires, au prix du licenciement de leur personnel. Que cet affairiste sans scrupule du type qu'on voit fleurir en période de crise soit tout ce que la "gauche" au pouvoir a trouvé pour se refaire une image, voilà qui en dit long.

Tapie est donc passé directement des affaires d'Adidas et de l'Olympique de Marseille aux "affaires publiques"... Promu ministre de la Ville, il nous gratifie comme de juste d'un "plan" censé changer les choses dans les banlieues défavorisées.

La "méthode Tapie", telle qu'il l'a promotionnée dans l'une de ces banlieues, Montfermeil, a consisté à apprendre aux jeunes des cités comment jouer au football, à en faire participer quelques-uns au marathon de New York, à distribuer à d'autres des places gratuites pour les matchs de l'OM, et à décrocher pour quelques-uns des "petits boulots" qu'ils auraient sans doute trouvés sans lui.

Ce soi-disant programme d'"humanisation" de la banlieue avait été baptisé pompeusement "forum des citoyens" par ses promoteurs, le bavardage et le battage médiatique étant les seules choses dont ils ne soient pas avares. Il s'agit maintenant de faire la même chose à l'échelle nationale.

On va donc créer un "Etablissement public", dont le nom est encore à l'étude - mais on en trouvera un, ce n'est pas ce qui coûte le plus cher -, chargé de restructurer les banlieues autour des "maisons du citoyen". On trouverait autour de celles-ci l'animation brillante entraînée par le regroupement des bureaux de l'ANPE, de la Caisse d'Allocations Familiales, voire du bureau de Poste et du commissariat. Des entreprises aussi philanthropiques que Bouygues et les centres Leclerc seraient paraît-il intéressées aussi... Si c'est le cas on se doute que ce ne sera pas pour rien.

Comme on voit, ce n'est pas encore avec Tapie que l'imagination est arrivée au pouvoir. Il n'a rien d'autre à offrir aux jeunes des banlieues que ce qu'ils ont déjà : des supermarchés où aller traîner, ou bien taper dans un ballon en espérant que l'un d'entre eux sur cent mille deviendra champion de foot ; comme la jeunesse pauvre de tous les ghettos du monde pour qui le seul espoir d'ascension sociale est de devenir champion de boxe, champion cycliste ou toréador !

On pourrait dire que l'opération créera au moins quelques emplois... pour ceux qui en seront chargés. Mais même pas ! Restrictions budgétaires obligent, elle sera menée en utilisant des appelés du contingent qui seront conviés, quel programme, à prêter main forte aux surveillants des écoles, à l'"animation" des quartiers et à la police. Et puis on recrutera aussi, pour "s'occuper des jeunes", des "adultes volontaires", chômeurs, mères de famille ou retraités, payés royalement 2750 F par mois. Ils n'ont pas honte, au gouvernement "socialiste" !

Quelques mesures pour promouvoir une vague "animation" de quartier, inciter quelques entreprises à s'implanter là plutôt qu'ailleurs, et naturellement en profiter pour se faire de la publicité, voilà à quoi se résume l'action projetée.

Tapie a beau comparer son opération de réhabilitation des banlieues à rien moins qu'à la résorption des bidonvilles dans les années soixante. Celle-ci se situait dans un contexte de relative expansion économique et de plein-emploi et c'est sans doute ce qui l'a permise. Aujourd'hui à l'heure de la crise persistante, de l'extension du chômage et de la baisse des salaires, les HLM construites à l'époque se retransforment peu à peu en quartiers décrépis, avant peut-être qu'on ne voit réapparaître les bidonvilles eux-mêmes ; parce que l'Etat consacre tout son argent à soutenir une bourgeoisie qui ne "fait de l'argent" que dans des spéculations financières toujours plus vaines.

Et on vient de voir à Los Angeles que même dans le pays le plus riche du monde, qui dispose tout de même d'autres moyens financiers que le gouvernement français n'envisage d'en consacrer à l'opération Tapie, la bourgeoisie ne peut empêcher les explosions de se produire, tant elle est impuissante devant les conséquences de la crise.

Car cette jeunesse, c'est la jeunesse de la classe ouvrière, de plus en plus touchée par le chômage. Moins d'un jeune sur deux a une chance de trouver rapidement du travail à la sortie de l'école. Et combien deviennent chômeurs avant de devenir travailleurs ?

En la douzième année de présidence Mitterrand, le gouvernement Bérégovoy n'a rien d'autre à offrir à cette jeunesse qui peuple les banlieues que des "petits boulots" payés en dessous du SMIC, des appelés du contingent pour faire les flics dans les cités, et un "raider" pour faire de la mousse. Aplatis devant le patronat, les Mitterrand et les Bérégovoy le sont décidément jusqu'au Tapie.

AFP

Sécurité dans les stades
APRÈS COUP

Tandis que divers responsables impliqués dans l'affaire du stade de Furiani font l'objet de poursuites judiciaires, le gouvernement envisage une réforme du statut des clubs, de leur fiscalité et de la sécurité. Il s'agirait d'une part de "moraliser" le sport professionnel, qui depuis des années serait devenu un business sans foi ni loi, et d'autres part d'imposer le respect de la sécurité dans les rassemblements sportifs.

Face à l'émotion créée par cette catastrophe, le gouvernement cherche à donner l'impression qu'il prend les choses en mains, et qu'on ne verra "plus jamais ça". Mais comme à chaque fois - ce fut le cas lors de l'incendie du dancing, le 5-7, en 1969 ou du CES Pailleron en 1973 - c'est après coup que le gouvernement prend des mesures visant à imposer des règles de sécurité qui auraient toujours dû exister. Car comme à chaque fois on s'aperçoit que de telles tragédies pouvaient être évitées.

Les 14 morts, les 12 blessés jugés dans un état très grave, les centaines de blessés qui resteront gravement handicapés à vie parce qu'ils ont subi des lésions irréversibles de la moëlle épinière, les centaines d'autres blessés qui ont perdu l'usage d'un bras, d'une jambe, d'un œil sont les victimes du fait que la soif de profit, l'irresponsabilité qui en découle, règnent en maître. Un mal social que des procès et des lois ne suffisent pas à enrayer.

H.M.

LUTTE OUVRIÈRE À 9 FRANCS

A partir de ce numéro, le prix de Lutte Ouvrière est porté à 9 francs. Il nous faut en effet tenir compte dans notre prix de vente - qui n'avait pas évolué depuis janvier 1988, soit depuis quatre ans - des diverses augmentations de prix que nous subissons.

Merci à tous nos lecteurs de le comprendre.

Autoroutes :
ÇA ROULE POUR EUX

Non, ce ne sont pas de dangereux ennemis des sociétés de péages qui dénoncent les *"incohérences auxquelles conduit la généralisation du système de la concession des autoroutes"*, c'est un quotidien des milieux d'affaires, *La tribune de l'Expansion*, faisant état d'un récent rapport de la Cour des comptes sur le système autoroutier français.

Côté tarifs, on y apprend ainsi que les conducteurs particuliers ne font pas le poids face aux compagnies de transports routiers. En effet, selon la Cour des comptes, les poids lourds *"devraient acquitter des péages beaucoup plus élevés que les tarifs actuellement pratiqués, s'ils devaient couvrir les coûts qu'ils engendrent"*. Les sociétés de transport et les entreprises qui recourent à leurs services sont les principaux bénéficiaires de l'existence d'un réseau autoroutier relativement dense, et ce n'est évidemment possible que parce que ces sociétés bénéficient de tarifs "préférentiels". Alors les sociétés d'autoroutes se rattrapent sur les tarifs appliqués au commun des conducteurs, même si une petite voiture use bien moins les revêtements, cause bien moins d'embouteillages ou d'accidents qu'un 15 tonnes !

Et l'on voit très bien de quelle logique il s'agit quand l'autoroute du Sud, déjà amortie depuis longtemps dit la Cour des comptes, maintient des tarifs qui dépassent très largement les seuls coûts d'entretien des voies : une sorte de racket qui se double d'un détournement de fait des dispositions législatives régissant l'existence des autoroutes à péage.

Le rapport rappelle en effet qu'à l'origine (en 1955), il n'avait été prévu qu'à titre exceptionnel l'existence de péages, même si (après 1960) ce caractère exceptionnel a été progressivement nommé par la loi. Celle-ci ne prévoyait cependant le recours à ce système que pour couvrir les emprunts contractés pour financer la construction des autoroutes. Les revenus des sociétés concessionnaires des autoroutes étant généralement confortables, que celles-ci soient totalement ou seulement en partie privées ! On conçoit qu'elles n'aient aucune envie de lâcher le fromage. Et petit à petit, d'exceptionnel, le système devient la règle.

De plus, avec la décentralisation, certaines autorités locales disposant désormais d'un budget suffisant pour "se payer" un petit morceau d'autoroute, peu importe son coût final ou même son utilité réelle, explique la Cour des comptes. Elle tire la sonnette d'alarme et estime qu'*"il est nécessaire que l'Etat prenne des mesures propres à rétablir l'unité du réseau national"*. Car l'important, pour un élu régional, est maintenant d'avoir "son" autoroute et de pouvoir la présenter comme "sa" réalisation. Et il attend évidemment de l'opération, que les entreprises constructrices, puis la société concessionnaire sachent le remercier et, bien sûr, les électeurs aussi.

Le retour à la pratique médiévale des ponts à péage et des octrois à l'entrée des villes se double d'un autre scandale : l'Etat se désengage de l'entretien du réseau "normal", investit moins dans les infrastructures de transports (routiers ou non) et laisse la bride sur le cou à des autorités régionales ou locales incapables d'assurer un minimum de cohérence entre leur politique d'investissement autoroutier et celle des régions voisines .

Mais après tout, qui a jamais dit que la cohérence des infrastructures de transports ou la satisfaction des besoins réels en matière de déplacement devaient obligatoirement se trouver à l'origine de la construction des autoroutes (comme de bien d'autres choses) ? Du moment que ça rapporte !

P. L.

SUPERPHENIX SUPERPOUBELLE

Une décision devrait intervenir dans le courant du moi de juin pour savoir ce qu'il va advenir de la centrale nucléaire de Creys-Malville. Elle est arrêtée depuis près de deux ans, n'a fonctionné que 18 mois en six ans depuis sa mise en service, et a subi deux incidents graves dans sa courte existence. Le surgénérateur n'a pas fini de faire parler de lui, ni surtout de faire payer pour lui. Sa construction a coûté 28 milliards, ses frais d'exploitation reviennent à 800 millions par an, et un arrêt, au cas il serait décidé, coûterait encore 10 milliards !

Dénoncé au moment de sa construction comme une aberration coûteuse et surtout dangereuse - la France était la seule à se lancer dans la production d'électricité nucléaire sur la base de ce principe - pendant la construction même de la centrale de Creys-Malville, le projet avait donné lieu à de nombreuses manifestations sur le site lui-même. La répression de ces manifestations avait même fait un mort.

Aujourd'hui le gouvernement doit prendre une décision, et le ministre de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn, envisage une solution : utiliser Creys-Malville comme incinérateur de plutonium et de déchets radioactifs ! Une solution, nous dit-on, qui n'existe encore que sur le papier et n'a pas encore été expérimentée.

Quelle que soit la destination choisie, ne nous inquiétons pas, il y aura des retombées. Et en attendant, les milliards retombés dans l'escarcelle des grosses sociétés du nucléaire et du béton qui ont construit Superphenix n'auront pas été perdus pour tout le monde.

Et pourquoi donc ce ne serait pas à leurs frais que l'on ferait disparaître ce monstre radioactif et budgétivore ?

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur le thème :

BILLANCOURT, UN FREIN SUR LES LUTTES SOCIALES DURANT CINQUANTE ANS

Vendredi 22 mai 1992, à 20 h 30

Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor - 75005 Paris

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

Van der Stockt/GAMMA

Les comptes nationaux de la santé

AUX PETITS SOINS... POUR QUI ?

En 1991, les dépenses de santé ont moins augmenté que les années précédentes. Mais il faudrait – à en croire Kouchner et Teulade, ministres respectivement de la Santé et des Affaires sociales – encore faire un effort *"pour soigner mieux sans dépenser davantage de notre richesse"*. Et les pouvoirs publics et la presse de donner un chiffre : en 1991, on a dépensé 573 milliards de francs pour la santé, soit 10 051 F en moyenne par habitant de ce pays.

573 MILLIARDS DE FRANCS... PAS PERDUS POUR TOUT LE MONDE

Seulement ce million et quelques de centimes par habitant, avant de permettre (en théorie) de soigner tout un chacun, constitue surtout un puissant remontant pour les revenus de pans entiers de la bourgeoisie.

Les firmes pharmaceutiques, par le biais des médicaments, ont, par exemple, récupéré plus de 10 % de ces 573 milliards. Si certaines activités liées à la santé se taillent une part plus modeste de ce pactole, elles en vivent quand même plus que confortablement, telles les sociétés d'ambulances qui ont perçu 13,4 % de plus en 1991 que l'année précédente, ou les entreprises de lunetterie (+ 13,2 %).

Même quand les dépenses dans certains secteurs semblent augmenter, globalement, un peu moins vite d'une année sur l'autre (+ 7,4 % pour les médecins ; + 5,5 % pour les frais d'hospitalisation), cela n'en recouvre pas moins de véritables rentes de situation : hôpitaux et cliniques privés ont bien plus augmenté que ceux du secteur public ; quant au nombre de praticiens déconventionnés (et donc pratiquement libres de leurs tarifs) il ne cesse de croître.

TOUJOURS PLUS POUR TOUJOURS MOINS

En dix ans, par exemple, la part des dépassements par rapport aux tarifs fixés par la Sécurité sociale est passée de 25 % à 40 % des dépenses d'honoraires médicaux. On retrouve une situation comparable pour ce qui concerne les médicaments. Certes, ce qu'a remboursé la Sécurité sociale au titre des médicaments n'a progressé en un an "que" de 6,8 %. Mais ce chiffre ne rend pas vraiment compte des dépenses réelles de pharmacie. Les médicaments non-remboursés ont vu leurs prix grimper de 13 % l'an dernier et leur liste ne cesse de s'allonger, comme celle des autres "déremboursements" (moindre remboursement ou suppression pure et simple de celui-ci).

Eh oui, comme le note en termes très enveloppés le rapport de la Commission des comptes de la Santé à propos des tarifs des dentistes comparés à ceux admis par la Sécurité sociale : *"On peut craindre (...) une certaine discrimination dans la distribution des soins courants dentaires"*. Un euphémisme car chacun sait bien que nombre de travailleurs ayant un emploi - pour ne rien dire de ceux qui n'en ont pas ou des retraités - y regardent à deux fois avant d'aller se faire soigner les dents !

La presse et le gouvernement ont beaucoup insisté sur le fait que la France occupe le 3ème rang mondial, en termes de dépenses médicales, juste derrière les Etats-Unis et le Canada. Mais ils ne se sont guère étendus sur le fait qu'elle occupe le 15ème rang mondial, du point de vue du remboursement de ces dépenses. Une position peu flatteuse, mais plus conforme à une réalité où les travailleurs voient constamment croître leurs dépenses de santé, et de tous les côtés. L'augmentation des frais médicaux et pharmaceutiques et la diminution des remboursements s'accompagnent d'une hausse régulière des prélèvements de Sécurité sociale sur le salaire ! Une situation qui conduit ceux qui le peuvent à souscrire des mutuelles complémentaires... et les autres à moins se soigner.

On ne cesse de nous rabâcher que les dépenses de santé augmentent trop vite. Mais ce n'est évidemment pas parce que les travailleurs, leurs familles se soigneraient trop bien. C'est parce que le système de soins n'échappe pas au sort qui est fait à la majorité de la population travailleuse; avec l'augmentation du chômage, les revenus diminuent, et aussi les prestations de la Sécurité sociale, tandis que l'appétit de secteurs entiers de la petite, moyenne ou grande bourgeoisie qui vivent de la santé, lui, témoigne toujours d'une grande vitalité.

P.L.

Maastricht CAUSE TOUJOURS...

Le petit jeu autour de la ratification de Maastricht et de la révision constitutionnelle qu'elle implique continue. Première manche : gagnée par Mitterrand. Sa proposition est votée à l'Assemblée à une large majorité. Et non seulement l'opposition se divise entre UDF et RPR, mais à l'intérieur du RPR. Bien joué.

Deuxième manche : au Sénat. Elle dure encore. Pasqua promet qu'on va voir ce qu'on va voir et que le piège inventé par Mitterrand pour diviser la droite, va cette fois se refermer sur lui. L'opposition est majoritaire au Sénat. Mais justement. Une bonne partie de l'UDF se fait un malin plaisir de voter avec les socialistes pour Maastricht, la main sur le coeur pour l'Europe, mais surtout, pour embêter le RPR. Et, malgré ses déclarations de matamore, Pasqua n'est pas seulement embêté en tant que RPR : il vise la présidence du Sénat, il doit donc plaire à tous et à leurs contraires dans l'opposition.

Alors le voilà réduit à partir en guerre sur le temps accordé au Sénat pour étudier le texte (on ose exiger des vénérables vieillards du Sénat de faire plus vite que les députés !). Et puis, il y a le jeu des amendements, ce qui permet d'essayer de souder la droite sur un bon vieux thème d'habitude payant à droite: *"Il n'est pas question d'accorder le droit de vote aux étrangers"*.

Et pour simplifier les choses, alors qu'il y a tout de même une grande majorité socialo-centristo-droite pour ratifier Maastricht - ou sans doute, justement à cause de cela - on se bouscule pour occuper le créneau du nationalisme outragé par Maastricht. Il y avait déjà Séguin, Le Pen et accessoirement, Marchais. Voilà maintenant Philippe de Villiers, qui fait dans le style idées réactionnaires, propos d'extrême-droite, mais attention, bon chic, bon genre avec le "Combat pour les valeurs"...

D'après François Léotard, Maastricht a donné aux ténors politiques l'occasion de débats d'un sérieux et d'une élévation rarement atteints. Il doit savoir ce qu'il dit...

LES BEAUX DIMANCHES

Finalement Martine Aubry, ministre du Travail, a renoncé à la loi qui devait permettre d'étendre le travail du dimanche.

Ce sont les grandes surfaces qui faisaient pression pour obtenir du gouvernement l'autorisation d'ouvrir le dimanche. La chaîne de supermarchés du livre et du disque *Virgin Megastore* a même orchestré en janvier dernier toute une opération publicitaire, en ouvrant le dimanche malgré l'interdiction légale. Elle avait bien récolté une amende de 500 000 francs, mais s'était estimée largement bénéficiaire : au tarif publicitaire, c'est au bas mot dix fois plus qu'elle aurait dû payer tous les reportages qui lui ont été consacrés aux différents journaux télévisés !

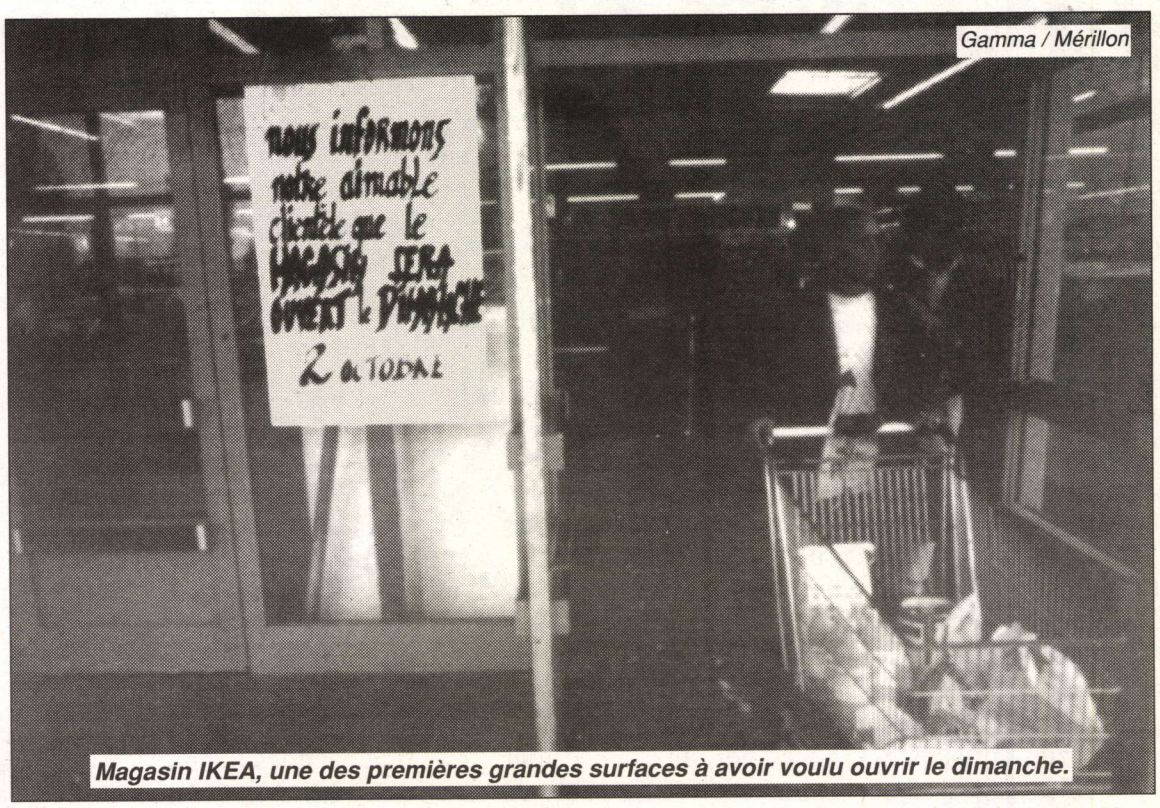
Le gouvernement, lui, est embarrassé. Oh, pas à cause des protestations des syndicalistes. Mais parce qu'il voudrait plaire à la fois aux grandes surfaces, qui ont le poids financier, et aux petits commerçants, qui ont le poids électoral mais crient à la concurrence déloyale. Entre les petits et les grands tiroirs-caisses, son cœur balance.

Résultat : Martine Aubry ne donne pas ouvertement raison aux grandes surfaces et dit bien fort que le travail du dimanche reste interdit, mais elle prévoit la possibilité d'augmenter le nombre d'exceptions déjà prévues par la loi. Il suffira, par exemple, qu'une grande surface explique qu'elle est située en zone touristique pour faire craquer le préfet local, de qui dépendent les autorisations. Martine Aubry a bien parlé, dans ce cas, de compensations pour les salariés. Resterait à savoir lesquelles...

Dans cette affaire, les grandes surfaces qui vendent des livres ou des disques disent avec aplomb qu'elles sont du côté du progrès, qu'il faut les considérer comme des promoteurs de "biens culturels" et les autoriser à ouvrir le dimanche, comme les musées !

Martine Aubry a répondu, en gros, que le bricolage et la pêche valaient bien la lecture.

Elle aurait sans doute mieux rivé leur clou aux gros marchands de livres, en décidant de faire ouvrir toutes les bibliothèques le dimanche, au même titre que les musées, comme c'est le cas dans des pays plus civilisés que la France... La lecture resterait moins le privilège de ceux qui peuvent se payer les livres.



Gamma / Mérillon

Magasin IKEA, une des premières grandes surfaces à avoir voulu ouvrir le dimanche.

Evidemment, l'arrêt de l'activité sociale le dimanche, inventé par les curés afin que les travailleurs puissent prier pour un monde meilleur le 7e jour et se faire exploiter les six autres, est un vestige social réactionnaire. Mais l'appât du gain des requins de la distribution l'est tout autant. Ce dont ils rêvent, en ces temps de chômage, c'est de rafler toute la clientèle tout en ne payant qu'au SMIC, et moins que le SMIC, les jeunes au chômage qui accepteront de travailler le dimanche. En tout cas ils ne se sont pas vantés de vouloir les payer mieux qu'à Disneyland.

Les sondages montrent que 40% des travailleurs interrogés accepteraient de travailler le dimanche ; c'est-à-dire que 60% ne le veulent pas. Si les travailleurs sont réticents pour travailler le dimanche, ce n'est certes pas parce qu'ils préfèrent aller à la messe !

Mais la galère du 7e jour, c'est un avenir dont personne ne rêve.

Editorial des bulletins d'entreprise du 18 mai 1992.

La vente des actions de Total :

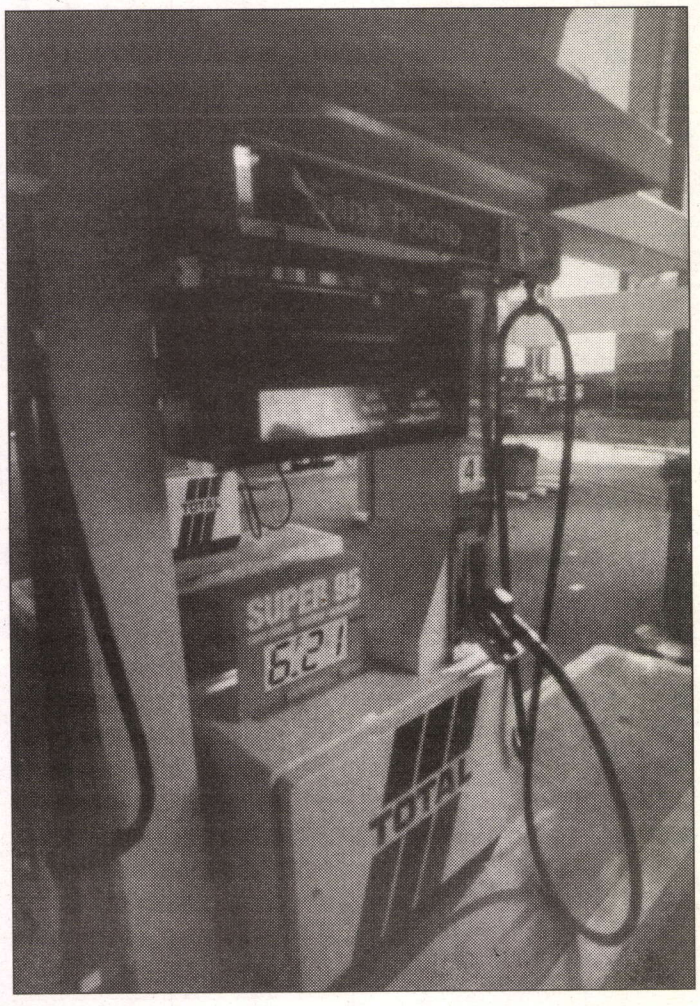
LES CHÔMEURS ONT BON DOS !

L'Etat s'apprête à céder au privé le plus gros de sa part dans le capital de la société pétrolière Total. Les quelque dix milliards de francs qu'il s'attend à faire rentrer dans ses caisses à cette occasion seraient, d'après Bérégovoy, destinés à *"financer la lutte contre le chômage"*.

Il serait plus juste de dire : la lutte contre les chiffres du chômage. Car il ne s'agira pas de créer de véritables emplois, mais de maquiller le nombre des sans-travail, selon les recettes désormais bien connues : en aidant financièrement des patrons à embaucher provisoirement des jeunes non qualifiés, ou en transformant des chômeurs plus âgés en stagiaires.

L'opération, en fait, va être surtout rentable pour les profiteurs. Premièrement, pour les nouveaux gros actionnaires qui vont acquérir une part d'une société pratiquant efficacement le racket des consommateurs d'essence (5,8 milliards de francs de bénéfices l'an dernier, en hausse de 40%). Deuxièmement, pour les patrons, aidés à faire semblant d'embaucher. Enfin, accessoirement peut-être pour Bérégovoy, s'il réussit à doubler Balladur sur sa droite en privatisant mieux que lui (c'est d'ailleurs le seul vraiment mécontent dans le camp des nantis).

Quant aux chômeurs, ils n'auront droit qu'à quelques aides limitées dans le temps. Même pas un emploi de pompiste chez Total : là aussi, on débauche !



Gamma / Derenne

LE CHÔMAGE SE PORTE BIEN

L'effectif salarié a encore régressé en France. Les dernières statistiques font état de 20 000 emplois en moins entre janvier et mars. C'est l'emploi industriel qui dérouille le plus, avec une baisse de 105 000 en un an. On prévoit encore 70 000 licenciements d'ici peu, dans les grands secteurs de l'industrie. Et le pouvoir annonce encore des subventions nouvelles aux patrons, pour "défendre" l'emploi.

La comédie n'a que trop duré : les chiffres en témoignent, une fois de plus.

LES POMPES ET LES ŒUVRES DU MINISTRE

La presse ayant annoncé que Tapie vendait *Adidas*, celui-ci a démenti. Il aurait eu une proposition pour 2,3 milliards mais, apparemment, il tient à faire monter les enchères. Pendant le ministère, les affaires continuent.

On le savait déjà : le pouvoir et le fric, ça marche pas mal ensemble... Avec ou sans *Adidas* aux pieds.

SÉCHERESSE

QUI ABUSE DE L'EAU ?

AFP

La Loire presque à sec, en juillet 1990

La sécheresse qui sévit pour la quatrième année consécutive, entre autres à l'ouest de l'Europe, fait que l'on s'inquiète à l'entrée de l'été. Le déficit pluviométrique, qui s'ajoute à celui des trois années précédentes, est important. Depuis novembre dernier il atteint 60 à 70 % de la moyenne dans tout l'Ouest et le Centre-Ouest de la France, ainsi que dans une partie du Sud-Est ; et plus de 50 % sur une vaste portion du territoire allant de la Normandie et de la région parisienne à l'Aquitaine, et englobant toutes les régions du Centre.

Ségolène Royal, ministre récemment nommée de l'Environnement, a présenté un bilan inquiétant. Et, pour faire face à la pénurie d'eau qui se prépare, elle a annoncé un certain nombre de mesures, dont l'augmentation importante des amendes pour les gaspilleurs ou les pollueurs. Elles passeront de 250 F à 6 000 F, et pourront même atteindre un million de francs pour les infractions graves. A cela s'ajoute une dotation de 35 milliards destinée, entre autres, à aider les collectivités locales à améliorer les équipements d'épuration.

Dans le même temps, le ministre a montré du doigt les responsables. Tout le monde est visé : les industriels, les agriculteurs, mais aussi chaque quidam consommant le précieux liquide pour laver sa voiture, arroser son jardin, mettant en marche sa machine à laver la vaisselle ou le linge pour nettoyer quelques verres ou quelques slips. Bref, tout le monde est coupable de péché d'égoïsme et de comportement d'enfant gâté... par la nature et le destin, qui ne connaît plus le prix des choses.

Et pour que chacun se sente un peu plus culpabilisé (plus responsable, dit-on dans les discours ministériels), on compare avec la situation en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud, où le fait de disposer d'un peu d'eau pour laver son enfant est un luxe, et boire de l'eau potable un privilège – ce qui, soit dit en passant, n'empêche pas que l'on peut trouver dans ces pays des maisons particulières et des hôtels au milieu de parcs verdoyants et des golfs dont les pelouses sont loin de manquer d'arrosage.

Il est incontestable que les habitudes de vie ont changé dans quelques pays, les plus "riches", et cela n'est pas plus mal. C'est sur cette évolution-là qu'il faudrait aligner le reste de la planète, et ne pas suggérer, comme on l'entend dire, un retour en arrière, vers un prétendu "bon vieux temps", celui ou l'on voyait les femmes du village laver leur linge au lavoir. Certes, ces façons de vivre ont contribué à modifier la consommation des produits offerts par la nature, remis en cause les équilibres naturels anciens. Cela suppose bien entendu une meilleure discipline pour en user et la mise en place de technologies adéquates (elles existent) pour pallier les conséquences de cette évolution.

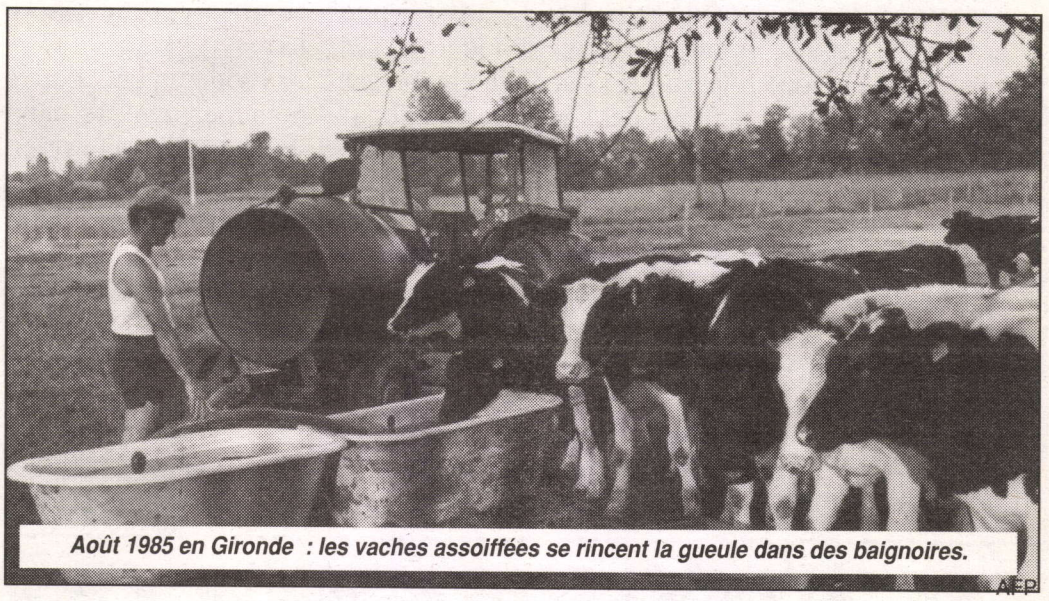
Il y a, c'est vrai, gaspillage aujourd'hui. On pourrait mieux faire, mais sans pour autant faire régresser le confort de chacun. Car la vraie cause d'un tel gaspillage est à chercher ailleurs que dans le comportement de chaque individu, même quand il y a parfois des abus.

Une des causes, par exemple, de la réduction des réserves d'eau existant dans les sous-sols est le pompage intensif de cette eau pour l'irrigation des cultures. On incrimine à juste titre les forages sauvages, réalisés par des agriculteurs pour pallier les carences dues au manque de pluie. Mais quand on sait qu'il faut en moyenne 1,5 million de litres d'eau à l'hectare pour qu'une céréale comme le maïs arrive à maturité, quand on sait aussi que ce maïs servira à l'alimentation de bétail, bétail qui lui-même est élevé sans que l'on sache si la viande arrivera sur la table du consommateur des pays riches de l'Ouest, ou s'il finira stocké sous forme de carcasse dans les congélateurs de la CEE, on peut voir la source de ce gaspillage.

Le paysan qui produit son maïs n'est pas plus "irresponsable" que le citadin qui prend sa douche chaque matin. Simplement il subit les contraintes de la loi du marché, cette loi qui fait qu'en fin de compte on produit sans se soucier de savoir si cela est vraiment nécessaire à la collectivité, et surtout sans s'inquiéter de savoir si la façon dont on produit ne pénalise pas la collectivité, en perturbant l'équilibre naturel.

Ségolène Royal n'a pas évoqué cet aspect-là de la question. Pourtant, quand on y regarde de plus près, cela coule de source.

Jean-Pierre VIAL



Août 1985 en Gironde : les vaches assoiffées se rincent la gueule dans des baignoires.

AFP

AFP

BAISSE DE LA CONSOMMATION... MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE

L'étude que l'INSEE vient de publier en matière de dépenses de consommation des ménages a au moins le mérite de ne plus permettre à certains, dans les milieux des gouvernants et de la presse, de feindre d'ignorer ce que les familles populaires ne savent que trop bien.

La consommation des ménages aurait progressé deux fois moins vite en 1991 qu'en 1990. Ce qui signifie, dans la réalité, qu'elle a subi pour le moins un sérieux coup de frein.

Et la concentration de ces dépenses autour de quelques secteurs est, elle aussi, bien significative : dépenses de logement, chauffage et éclairage, 20,3 % ; alimentation, 19,2 % ; transport et télécommunications, 16,1 % ; santé, 9,8 % (non que la majorité de la population laborieuse et des retraités se soignent plus, ou mieux, mais la part de ces dépenses laissée à leur charge, elle, grimpe régulièrement).

Répercussion : les grosses dépenses comme les voitures ou les meubles, ou encore les dépenses non immédiatement indispensables dans le domaine de l'habillement et celui des loisirs, se trouvent sérieusement rognées, ou reportées.

Encore ces statistiques sont-elles trompeuses, car elles englobent la consommation des ménages en un tout, alors qu'on sait bien qu'il y a... ménages et ménages. Dans le monde des riches, vrais grands bourgeois mais aussi petits bourgeois bien à leur aise, on n'en est pas, il s'en faut, à se serrer la ceinture. Celle des autres ne l'est que plus.

Pologne

L'avortement interdit par des médecins

L'ORDRE MORAL GAGNE DU TERRAIN

Le débat qui devait en principe avoir lieu au Parlement polonais sur la question de la liberté de l'avortement a jusqu'ici sans cesse été reporté, et les députés polonais ne se sont pas prononcés sur le sujet. Cela n'empêche pas que, depuis dimanche 3 mai, l'avortement soit considéré comme interdit en Pologne.

C'est la hiérarchie médicale, ou une partie d'entre elle, qui en a ainsi décidé (sauf dans le cas où la vie de la mère est jugée en danger et celui où la grossesse est la conséquence d'un viol) : la hiérarchie médicale, c'est-à-dire un groupe de professeurs qui se sont constitués en Conseil de l'Ordre des médecins et ont adopté un "code d'éthique" selon leurs voeux, lors d'un congrès réuni à la mi-décembre (lequel, d'ailleurs, aurait été l'occasion de manipulations de la part des instigateurs du projet).

C'est ce "code d'éthique" qui est entré en vigueur le 3 mai. Les gynécologues autorisant des avortements dans les hôpitaux publics risquent désormais les foudres dudit Conseil de l'Ordre, c'est-à-dire de perdre leur poste.

La pression pour interdire l'avortement s'exerçait déjà pratiquement depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement issu de Solidarité en 1989. D'emblée, l'Eglise avait claironné sa volonté sur ce point. Et nombre de députés, sinon presque tous, y compris parmi les élus sous l'étiquette de Solidarité, s'étaient manifestés dans le même sens, avec seulement quelques nuances dans les mesures répressives envisagées.

Ce qui se passe est bien l'illustration que la question ne se limite pas au terrain législatif : la loi de 1956, autorisant très largement l'avortement, est toujours en principe en vigueur, mais les médecins réactionnaires font la leur, et n'en ont cure. Et on peut penser qu'ils seront largement suivis dans le corps médical.

Un processus analogue se produit dans le domaine scolaire : depuis la fin avril, en fonction d'une nouvelle directive du ministère de l'Education, les écoles doivent organiser des leçons de catéchisme (deux heures de religion par semaine) dès que sept enfants par classe en auront exprimé l'envie. En pratique, la brèche était déjà bien ouverte, les cours de religion ayant été introduits par le gouvernement Mazowiecki à la rentrée 1990, de même que les crucifix dans les écoles, les prières avant et après les cours. Mais le caractère facultatif devient tout théorique : les refus de catéchisme devront être exprimés par écrit, et les rebelles devront s'inscrire alors à un cours d'"éthique". Et pourtant, la Constitution polonaise en vigueur garantit toujours en principe la séparation de l'Eglise et de l'Etat !

Dans ces affaires, il faut peut-être, en fait, parler davantage de la pression des milieux cléricaux et de l'Eglise que de "pression sociale" en général. Selon la presse, les sondages effectués en Pologne donnent régulièrement un pourcentage de 60 à 67% des personnes favorables à la légalisation de l'IVG, par exemple, et la majorité trouverait exagérée l'intervention de l'Eglise dans la vie publique et les médias.

Pour leur part, les dirigeants politiques se montrent en tout cas bien prudents, que ce soit par calcul, lâcheté ou hypocrisie. Certes, les députés des partis catholiques avancent leurs pions et militent pour un vote interdisant l'avortement. Mais toute la politique de la plupart consiste à laisser faire, en évitant de se prononcer ouvertement. Le ministre de la Santé lui-même, face aux médecins interdisant l'IVG de leur seule autorité, s'est débrouillé pour briller par son silence. Il s'est trouvé absent de Pologne... Aucune date n'a été fixée pour un débat parlementaire sur le sujet, et aucun parti (et les partis chrétiens non plus) ne veut en tout cas d'un référendum sur la question, comme il en avait un temps été question.

Dans cette situation difficile, les quelques initiatives des partisans de la liberté de l'avortement et/ou de la laïcité sont jusqu'à présent restées isolées, le fait de personnalités du monde intellectuel et artistique, de femmes parlementaires, de petites associations (voire de députés ex-staliniens en mal de popularité). Il est certain que cela ne suffira pas pour empêcher l'Eglise, et avec elle l'ensemble des forces de la réaction et de l'obscurantisme, d'imposer leur "ordre moral" en Pologne.

Christiane LE GUERN

ARC

Cours de catéchisme dans une école primaire polonaise.

Rome

Anticoli/GAMMA

Le Saint ami d'Hitler et de Franco

LE MARCHÉ OPUS

Dimanche 17 mai à Rome, les cérémonies de béatification de José Maria Escriva de Balaguer ont rempli la place Saint-Pierre. Les adeptes et les supporters de l'Opus Dei, cette société secrète composée à la fois de religieux et d'une très forte majorité de laïcs, a réussi en quelque sorte à faire la démonstration de sa vitalité.

C'est en 1928, dans l'Espagne soumise à la dictature du général Primo de Rivera, que le jeune prêtre José Maria Escriva , déjà en guerre contre toutes les tentations modernistes de l'époque, créa cette institution à qui le franquisme allait fournir une occasion rêvée de développement.

Escriva de Balaguer entendait enrôler dans la lutte contre le relâchement des idées et des mœurs, contre le péril rouge et pour le triomphe du catholicisme le plus traditionnel, le gratin des milieux de la politique, de la finance et de l'enseignement universitaire.

Escriva ne cachait pas son admiration pour Hitler et sa préférence pour les régimes dictatoriaux. Franquiste dès la première heure, l'Opus Dei ne joua néanmoins qu'un rôle secondaire jusqu'au début des années 1950. Mais son implantation dans les milieux d'affaires, dans l'armée, dans les milieux intellectuels aspirant à une modernisation de l'économie et de la société espagnole, firent que cette mafia secrète put devenir une force politique et économique déterminante pour Franco. L'Opus, qui contrôlait de fait des banques, des universités et de nombreuses associations, joua un rôle important dans les tentatives faites par Franco pour mettre sur pied un capitalisme industriel dynamique et tourné vers le marché européen. Et il est bien entendu qu'avec une main dans les caisses du Vatican et une autre dans celles de l'Etat espagnol, l'Opus prospérait.

L'Opus n'existait pas qu'en Espagne. Mais si "l'œuvre" avait des ramifications dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe, elle ne jouait nulle part ailleurs un rôle semblable. Ses dirigeants s'estimaient d'ailleurs largement lésés par un Vatican qui, à leurs yeux, privilégiait trop les jésuites ou composait de façon éhontée avec les tenants de la théologie de la libération. Et c'est bien pourquoi la béatification du fondateur de l'Opus, contestée par certaines sommités de l'Eglise, est apparue comme un témoignage de la volonté du pape de renforcer le rôle de l'Opus dans l'Eglise.

Aujourd'hui, l'Opus ne joue plus en Espagne qu'un rôle marginal mais semble avoir d'autres cartes dans son jeu. C'est visiblement en tablant sur la montée des idées réactionnaires et le réveil des forces religieuses - un peu partout sans doute, mais c'est surtout dans les pays de l'Est qu'il pourrait y avoir un "créneau" - que les dirigeants de cette institution religieuse aussi calotine que rapace cherchent aujourd'hui leur salut (décidément bien temporel). Ils ont pour cela, de toute évidence, la bénédiction et l'appui d'un pape désireux de plaire aux forces réactionnaires et cléricales qui espèrent jouer un rôle politique dans cette partie du monde. Formé dans l'Espagne franquiste, l'Opus a sans doute tout pour réussir dans cette voie. Un don qui ne lui vient pas du ciel !

Henriette MAUTHEY

6, 7 et LA DE LU à Presles (Va

Les trois jours de la Pentecôte, avec leur lundi férié, sont décidément les bienvenus puisqu'ils nous permettront, pour la 22e fois, de profiter d'un "long week-end" pour tenir à Presles, dans le Val-d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris, la fête de Lutte Ouvrière.

Oui, cette fête de Lutte Ouvrière, les 6, 7 et 8 juin, aura vingt et un ans : la pleine jeunesse en somme ! Et elle sera encore

L.O.

DES CENTAINES DE STANDS

AU STAND VIDEO

Une sélection de témoignages et de documents en vidéo : sur l'Espagne 1936, sur la guerre d'Algérie, sur l'URSS...

AUDIOVISUEL : DES DIAPORAMAS EN MULTIVISION

IAWEH, JESUS, ALLAH... et les autres.
Comment les sources communes du judaïsme, du christianisme et de l'islam, et les étranges ressemblances de ces trois religions, montrent que leurs faux prophètes étaient de vrais plagiaires ! (réalisé par Lutte Ouvrière.)

1492 - 1992 : L'EUROPE A LA CONQUETE DU MONDE (réalisé par S.D. Conception Culturelle).

DES DEBATS DANS LES "FORUMS"

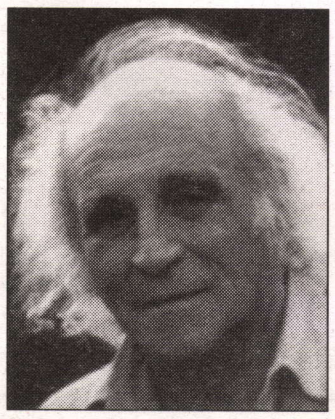
Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême-gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.
Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand direction.
Un dépliant spécial Forums et débats est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.
Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

LE PROGRAMME ARTISTIQUE

SAMEDI

AU PODIUM CENTRAL

- LILI BONGO
  Reggae Funk
- LES COQUINES
  Un groupe de 9 filles qui font de la musique de toutes les couleurs.
- **LEO FERRE**
  Dans un récital de ses chansons les plus célèbres.


Arc

AU THEATRE DE VERDURE

- PANAMA
  Variétés
- LOU VOLT
  Chanteuse humoristique dans "1,71 m et 53 kg d'héroïne pure"
- LA MARMAILLE NUE
  Un groupe de chansons réalistes pas passéistes.

DIMANCHE

AU PODIUM CENTRAL

- Quartette de jazz avec le pianiste MAL WALDRON et le saxophoniste Thierry BRUNEAU.
- LITTLE BOB (ex LITTLE BOB STORY)
  Rock'n roll et blues
- WILLEM BREUKER KOLLEKTIEF
  Troupe de Hollande :
  Humour, jazz et musique improvisée.
- DUCKY SMOKTON
  Après son succès de l'an dernier, ce groupe revient avec sa pêche et son humour.
  On les présente comme "les enfants des Double Six, de Charles Trenet et des Pieds Nickelés..."

AU THEATRE DE VERDURE

- TOFFO
  Chanson française
- DE JADE
  rock
- LES PASSE-MURAILLES
  Un spectacle mis en boules par six paires de mains ; mis en forme, mis en scène, mis au monde par six gueules de clowns.
- ANNE PEKOSLAWSKA
  présente son spectacle musical et poétique : "Un peu comme Ophélie"
- ASHANTI
  Afro reggae

LUNDI

AU PODIUM CENTRAL

- Jean-Louis MAHJUN et Alain GIROUX
  Blues'n Boogie
- DIDIER GUSTIN
  imite des dizaines de personnages célèbres : chanteurs, comédiens, hommes politiques dans un spectacle plein d'humour et de drôlerie.
- **FABIENNE THIBEAULT**
  Elle vient du Québec nous présenter son récital de chansons françaises.

Arc

AU THEATRE DE VERDURE

- PARIS-BANLIEUE
  Rock
- Bob MEDAS et le groupe de percussion ANKO TI TAK :
  Musique antillaise traditionnelle.
- FABIENNE ELKOUBI
  auteur-compositeur de chansons françaises, accompagnée de Pierre CHEREZE et Daniel YVON.

ANIMATION

Samedi et Dimanche : SWING STREET. variétés - jazz.
Dimanche : Alexandre L'AGODAS et son orgue de Barbarie.
Lundi : le trio Diatonique – folk.

CINEMA

UNE PREMIERE LISTE DE FILMS QUE VOUS POURREZ VOIR

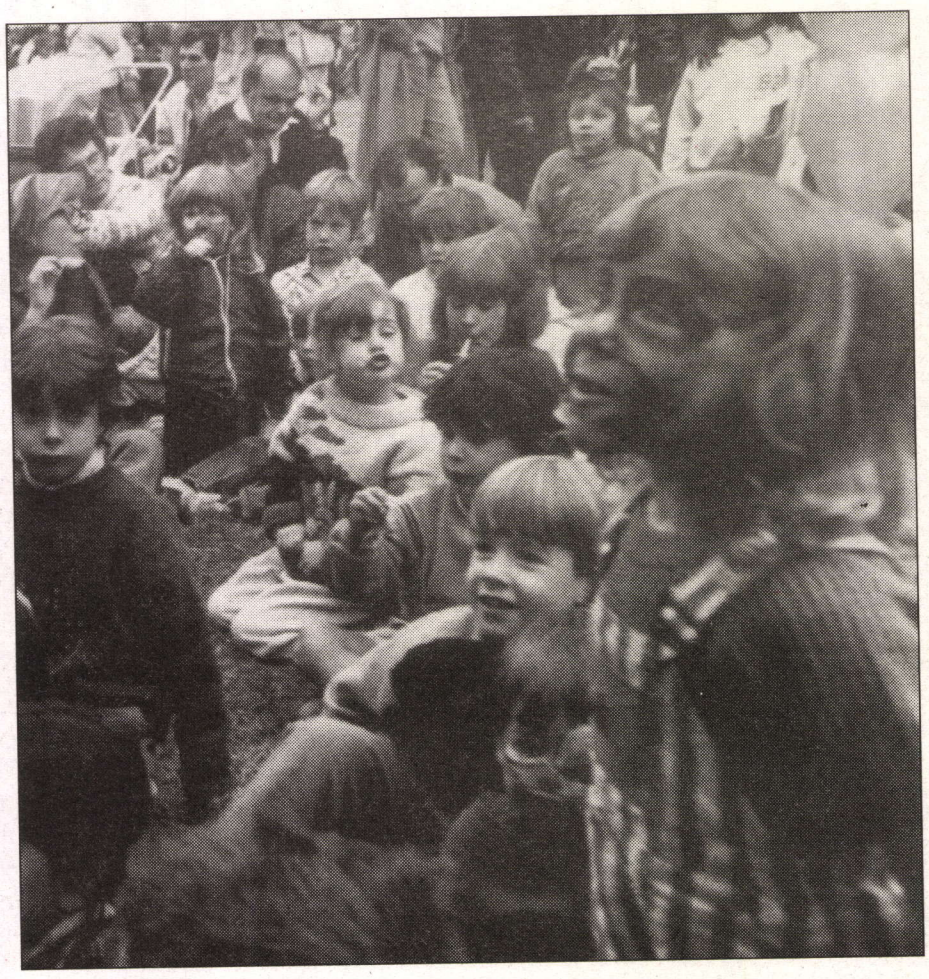
Toujours seul, de Gérard Mordillat.
La tribu, d'Yves Boisset.
Amoureuse, de Jacques Doillon, avec Charlotte Gainsbourg.
Aux yeux du monde, d'Eric Rochant.
Un monde sans pitié, d'Eric Rochant.
Dancing thru' the dark.
La discrète, de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini.
Riff-Raff, de Ken Loach.
Le porteur de serviette, de Lucchetti.
Toto le héros, de Jaco Van Dormael.
Les arcandiers.
Blue collar, de Paul Schroeder.
Robin des bois, prince des voleurs, de Kevin Reynolds, avec Kevin Costner.
Bashu, le petit Iranien.
Avoir 20 ans dans les Aurès, de René Vautier.

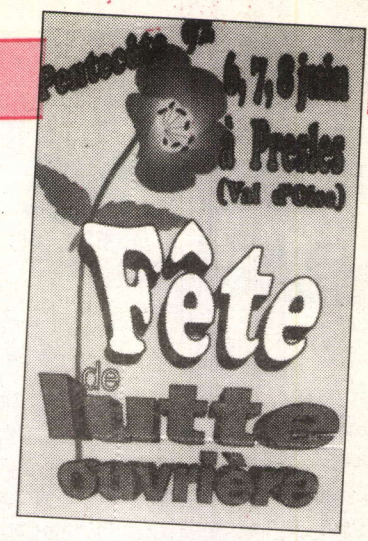
ET UNE EXPOSITION SUR LA CLASSE OUVRIERE, VUE PAR LES CINEASTES, DEPUIS QUE LE CINEMA EXISTE.

une fois l'occasion de se retrouver dans une ambiance de fraternité, de solidarité, qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Alors, que ce soit pour la première fois... ou pour plus que ça, tous à la fête !

8 juin FETE OUVRIERE d'Oise)





PRENEZ VITE VOTRE CARTE

Procurez-vous sans attendre la carte d'entrée auprès de nos militants, ou en écrivant à Lutte Ouvrière (BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18). La carte d'entrée achetée d'avance, valable les trois jours, coûtera 40 F, au lieu de 50 F si elle est achetée sur place. Nous faire ainsi une avance sera donc aussi à votre avantage...

De même, des bons d'achat achetés à l'avance 8 F pièce vous donneront 10 F de pouvoir d'achat à la fête.

Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements postaux à Lutte Ouvrière - CCP 3117586 W LA SOURCE.

JAZZ CITY BLUES, JAZZ, BE-BOP ET COMPAGNIE

La Cité du Jazz s'adresse aussi bien à ceux qui apprécient les différents styles de musique dérivées du blues ou du jazz qu'à ceux souhaitant s'y initier. Ils peuvent y trouver disques, livres et brochures.

Sur la scène ou pendant les "bœufs" (ces réunions de musiciens improvisées) se produisent des amateurs débutants ou chevronnés ou des musiciens professionnels. Tous les styles sont les bienvenus, du jazz au free-jazz en passant par le blues, la nouvelle-orléans ou le be-bop.

Les affamés peuvent s'y restaurer dès le matin grâce à un petit déjeuner à l'américaine, servi en musique de 8 h à... 14 h ! Et ils pourront continuer après.

Cette année, les animations musicales seront assurés par le guitariste Winter, Toi et Moy, Candaloupe Island, Memento, Toosamba, Les Snuds, Criss Cros, J.-F. Philly et S. Spira, Joe Rush, Hatschepsut (avec Nathalie Braux), Culture Collision (avec Aldridge Hensberry et Sébastien Bucholtz), le quartette de Jef Sicard (avec Mathias Pizzaro, Gildas Scouarnet et Christian Lété), Thierry Bruneau et Mal Waldron et quelques autres encore...

A bientôt !

AU CABARET

Elizabeth - Chanson française.
MAHDI - Récital de guitare.

DES ECRIVAINS, DES HISTORIENS PRESENTERONT LEURS OUVRAGES ET ANIMERONT DES DEBATS

La liste n'est pas finie, mais nous pouvons déjà annoncer la participation de :

Michel CORDILLOT, enseignant à la Faculté de Paris VIII, spécialisé dans l'histoire du mouvement ouvrier en France et aux Etats-Unis, auteur de *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné* (Les Editions Ouvrières, collection "La part des hommes").

Gérard DELTEIL et Yves AUDEVE, auteurs de *Danger Chimie*.

Jean-Luc EINAUDI, auteur de *Pour l'exemple, l'affaire Fernand Yveton*, de *La ferme Ameziane, enquête sur un centre de torture en Algérie,* et plus récemment de *La bataille de Paris, 17 octobre 1961* (Seuil).

Benjamin STORA, écrivain et historien, auteur de *La gangrène de l'oubli*.

Susan GEORGE, auteur américaine de divers ouvrages sur l'endettement du Tiers Monde : *Comment meurt l'autre moitié du monde* (Robert Laffont), *Jusqu'au cou* (La Découverte) et *L'effet boomerang* (Essais - Découverte).

Denis LANGLOIS, avocat et écrivain, auteur de *Les dossiers noirs de la police, Les dossiers noirs de la justice française, Le guide du citoyen face à la police, La politique expliquée aux enfants,* et tout récemment *Les partageux ne meurent jamais* (Belles Lettres).

Michel LEQUENNE, ami trotskyste et néanmoins spécialiste de Christophe Colomb dont il traduit les œuvres depuis trente ans, auteur de *Christophe Colomb, amiral de la mer Océane* (Découvertes Gallimard).

René MONZAT, journaliste, auteur de *Enquêtes sur la droite extrême* (Editions Le Monde - Collection "Actualité").

Pierre PEAN, auteur de divers ouvrages sur l'Afrique : *L'argent noir, Affaires africaines, L'homme de l'ombre, et d'un ouvrage Vol UT 772 - Contre-enquête sur un attentat attribué à Khadafi* (Stock) qui va sortir à la fin du mois de mai 1992.

Maurice RAJFUS, auteur de *Drancy, un camp de concentration très ordinaire* et *Une enfance laïque et républicaine* (Manya), animera un débat sur *L'affaire Touvier et le cinquantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv*.

Daniel ROCHE, historien et enseignant à Paris I - Sorbonne, auteur d'ouvrages sur l'Ancien Régime et le peuple de Paris au XVIIIe siècle, entre autres de *Mémoires de Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au 18e siècle* (Ed. Montalba).

Abraham SERFATY, militant "marxiste-léniniste" marocain incarcéré 17 ans dans les prisons marocaines et auteur d'un ouvrage : *Dans les prisons du roi, écrits de Kenitra sur le Maroc* (Messidor - Editions Sociales).

Et, peut-être,

Christine DAURE-SERFATY, enseignante et militante pour la libération et la défense des prisonniers au Maroc auteur de *Rencontres avec le Maroc* (La Découverte) et d'un ouvrage paru cette année sur le bagne de *Tazmamart* (Gallimard - Au vif du sujet).

Jean-Pierre VITTORI, auteur de *Nous les appelés d'Algérie* (Messidor) et *Un moment d'inattention* (Stock).

AU CHAPITEAU SCIENTIFIQUE

UN NOUVEAU SPECTACLE :
Des origines du genre humain au peuplement de la Terre. Toutes les 7 minutes, départ pour un voyage de 3 millions et demi d'années, un voyage son et lumière illustré par des maquettes et des dioramas.

DES EXPOSITIONS :
– Naissance de l'écriture
– Parlez-vous gaulois, ou pourquoi le français n'est pas du gaulois.
– La chimie

DES DÉBATS ANIMÉS PAR DES PERSONNALITÉS SCIENTIFIQUES :
– Yves COPPENS : Comment les changements climatiques et géologiques ont influencé l'évolution humaine.
– Léonard GINSBURG : La disparition des Dinosaures racontée aux enfants.
– Roger JOUSSEAUME : Dolmens et menhirs dans le monde.
– Jean-Pierre MOHEN : De la préhistoire aux civilisations.
– James RITTER : Naissance de l'écriture.
– Michel ROUZE : Les fausses sciences.
Et bien d'autres qui seront annoncés ultérieurement...

6, 7 ET 8 JUIN : POUR VENIR A LA FETE

DE PROVINCE
Des départs sont prévus, par cars ou par train, depuis un grand nombre de villes. Voici une première liste.

EN CAR...
A l'Est
Strasbourg : Samedi 6 juin 5h, place de l'Etoile
Mulhouse : Samedi 6 juin 5h30, place Franklin
Belfort : Samedi 6 juin 6h, Maison du peuple
Montbéliard : Samedi 6 juin 6h30, parking de la Halle polyvalente.
Besançon : Samedi 6 juin 7h30, place Battant
Dijon : Samedi 6 juin 9h, place du 27è R.I.
Chalon-sur-Saône : Samedi 6 juin 9h, gare routière.
Le Creusot : Samedi 6 juin 8h, place Schneider
Lunéville : Samedi 6 juin 6h30, devant la gare SNCF
Nancy : Samedi 6 juin 7h, place de la Croix de Bourgogne
Metz : Samedi 6 juin 7h45, gare SNCF côté départs

Au centre
Orléans : Samedi 6 juin 8h, Gare SNCF d'Orléans (N 20)
Bourges : Samedi 6 juin 6h, parking du Centre nautique
Vierzon : Samedi 6 juin 6h30, face au lycée technique (N20)
Châteauroux : Samedi 6 juin 6h, parking de la gare SNCF
Limoges : Samedi 6 juin 4h30, parking du parc des Expositions
Nevers : Samedi 6 juin 6h30, parking de la gare routière
Montargis : Samedi 6 juin 8h, parking de la gare SNCF
Clermont-Ferrand : Samedi 6 juin 6h, devant la gare SNCF

A l'Ouest
Rouen : Samedi 6 juin 9h, gare routière
Lorient : Samedi 6 juin 5h, Cité Allende
Rennes : Samedi 6 juin 7h30, gare routière
Saint-Brieuc : Samedi 6 juin 6h, place du Champ de Mars
Angers : samedi 6 juin 8h, place Saint Serge
Saint-Nazaire : samedi 6 juin 6h, place de la gare
Nantes : samedi 6 juin 7h, Haluchère

au Nord
Lille : Samedi 6 juin 6h et 9h, boulevard J-B Lebas. Dimanche 7 juin 7h, boulevard J-B Lebas
Dunkerque : Samedi 6 juin 8h, place Bollaert

et au Sud
Lyon : Samedi 6 juin 5h30, place Bellecour côté Saône
Grenoble : vendredi 5 juin 23h, gare routière (près gare SNCF)
Marseille : vendredi 5 juin 20h30, Gare routière (près de la gare Saint-Charles)

EN TRAIN
pour tout le Sud-Ouest : le "Train rouge" au départ de Toulouse
Parti de la "ville rose" dans la nuit du 5 au 6 juin, le "train rouge" s'arrêtera à Montauban, Bordeaux, Angoulême, Poitiers et Saint-Pierre-des Corps. Et retour, bien sûr, le lundi 8 juin. Les horaires exacts seront dans notre prochain numéro.

DE PARIS ET RÉGION PARISIENNE
La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars sera mise en place à partir de la porte de la Chapelle durant les trois jours.

Italie

JEU DE MASSACRE POLITICIEN

■ Cossiga, le président sortant de la République italienne qui a démissionné fin avril, est un connaisseur. Il savait que le cadeau le plus empoisonné à faire à un système politique qu'il a, de son propre aveu, entrepris de démolir était une élection... de président de la République.

Le monde politicien romain y est en effet bien englué. Réunis dans l'enceinte de l'Assemblée, députés et sénateurs auxquels s'ajoutent un certain nombre de délégués régionaux, sont censés ne pas s'en aller tant qu'ils n'auront pas réussi à élire un nouveau président. Il faut pour cela, à partir du quatrième vote, qu'un nom ait rassemblé la moitié plus un du collège électoral.

Alors les votes succèdent aux votes. Un jour le vote commence par un pugilat. Un autre, on annonce qu'il y avait dans l'urne plus de bulletins que de présents, le lendemain qu'un système d'isoloir, garanti anti-fraude, a été mis au point. Un autre jour encore on annonce un accord à gauche, un autre qu'un accord entre la Démocratie-Chrétienne et le Parti Socialiste serait au point. Mais au onzième vote, on ne semblait guère plus avancé qu'au premier.

Or, tant qu'il n'y a pas de président de la République, celui-ci ne peut pas non plus désigner de président du Conseil, et la classique tournée de négociations qui devrait permettre de remettre sur pied une majorité parlementaire ne peut pas non plus commencer.

Si le calcul de Cossiga était de déconsidérer le système politique, c'est donc réussi, pour autant que celui-ci en ait eu encore besoin. D'autant plus qu'en même temps, et fort opportunément, un certain nombre de scandales "sortent" au grand jour. Ainsi celui des pots-de-vin de la municipalité de Milan.

En effet, à la suite de la plainte d'un industriel, il est apparu que toutes les sociétés travaillant ou ayant travaillé à un moment ou à un autre pour celle-ci - qu'il s'agisse de travaux publics, de construction, ou de percement du métro - avaient été priées de reverser aux partis du conseil municipal un pourcentage sur leurs gains.

Banale affaire de financement occulte des partis, dira-t-on... A ceci près que comme on est à Milan, ville qui se veut la capitale économique d'une Italie moderne et rationnelle, les choses étaient bien faites. Les pots-de-vin étaient distribués entre tous les partis ou presque, à peu près au prorata de leur influence ; ceci afin de ne pas faire de jaloux et surtout de ne pas provoquer de dénonciation réciproque. Mais du coup, le résultat est que, de ce scandale, il n'est guère de parti qui sorte indemne ; ni le Parti Socialiste, dont Milan est un des fiefs, ni la Démocratie Chrétienne, ni le Parti Républicain, ni même l'ancien Parti Communiste rebaptisé "PDS" - Parti Démocratique de la Gauche.

Au moment où justement il s'agissait d'élire un président de la République, si possible muni d'une auréole de probité, on voit que cela tombe mal ou bien, selon le point de vue. Le dirigeant du PS, Craxi, déjà ébranlé par le résultat des élections du mois dernier, Milanais de surcroît, a du mal à dire qu'il n'était pas au courant. Le dirigeant républicain Spadolini aussi. Le fauteuil de président de la République, sur lequel ils lorgnaient l'un et l'autre, s'éloigne d'autant !

Ce jeu de massacre politicien entre évidemment bien dans l'air du temps et donne lieu à diverses campagnes ; d'abord cette campagne sur la nécessité de "changer le système" pour un système politique plus efficace, présidentiel et majoritaire ; et puis celle sur les industriels qui, eux, seraient efficaces, pas corrompus, et auraient bien du mérite à faire marcher l'Italie alors que tous ces politiciens leur coûtent cher et les rançonnent... En oubliant de dire évidemment combien de bénéfices les patrons doivent aux marchés, aux aides et subventions en tout genre de l'Etat !

Tout cela est donc bienvenu, c'est le moins qu'on puisse dire, pour tous ceux qui font campagne contre le "régime des partis". Le problème est qu'ils font cette campagne au profit d'un système plus autoritaire et qui serait censé ne pas être corrompu ou du moins le cacherait mieux - voir la cinquième République en France où, comme on sait, les pratiques de la concussion et des "fausses factures" sont d'autant plus florissantes qu'elles sont plus discrètes.

Et tandis que les quelques voix de gauche - comme les dirigeants du PC maintenu sous le nom de "Refondation communiste" - ne trouvent rien d'autre à faire que défendre la Constitution bourgeoise, censée être "sociale" et "démocratique", les principaux bénéficiaires de la situation sur le plan politique sont les "ligues" et leurs campagnes poujadistes, voire l'extrême-droite néo-fasciste du MSI ou Cossiga et ses campagnes contre le "système".

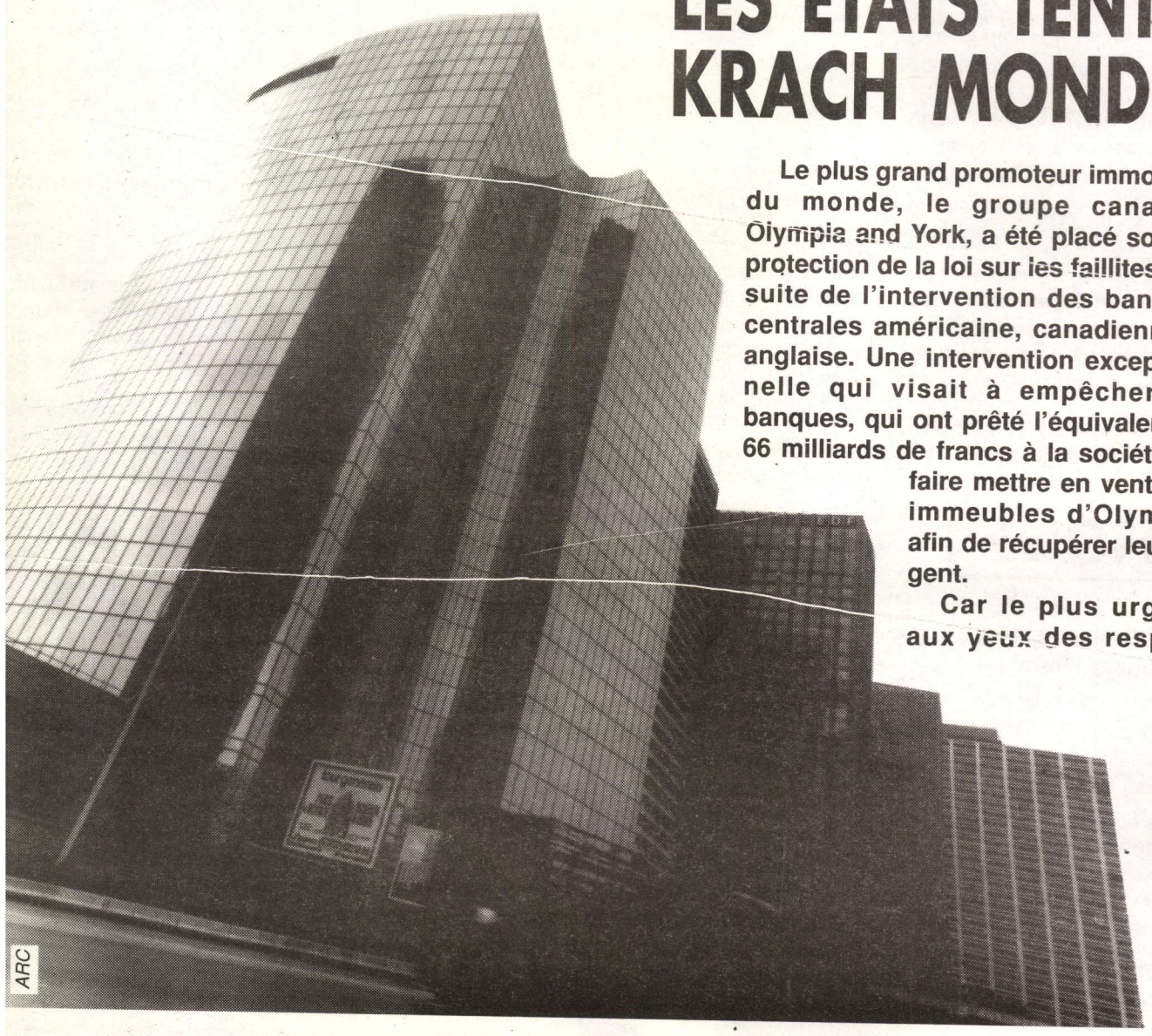
Il reste que, lorsque celui-ci a démissionné, son calcul était peut-être que, dans l'impossibilité d'élire un nouveau président de la République, on finirait par l'appeler comme le sauveur. Pour le moment, on ne semble pas en prendre le chemin. Et en attendant qu'un nom sorte des urnes pour présider la République, l'Italie n'est pas près d'avoir un nouveau gouvernement...

Mais au fond, qui s'en plaindrait ?

André FRYS

La mise en faillite d'Olympia and York

LES ÉTATS TENTENT D'EMPÊCHER UN KRACH MONDIAL DE L'IMMOBILIER


ARC

Le plus grand promoteur immobilier du monde, le groupe canadien Olympia and York, a été placé sous la protection de la loi sur les faillites, à la suite de l'intervention des banques centrales américaine, canadienne et anglaise. Une intervention exceptionnelle qui visait à empêcher les banques, qui ont prêté l'équivalent de 66 milliards de francs à la société, de faire mettre en vente les immeubles d'Olympia, afin de récupérer leur argent.

Car le plus urgent, aux yeux des responsables du système financier international, est aujourd'hui de tenter d'éviter le krach immobilier international que risquerait de provoquer la mise en vente soudaine de plusieurs dizaines de tours de bureau. En retardant l'heure des règlements de comptes, ils espèrent éviter un nouvel effondrement de prix qui ont déjà baissé d'un tiers, depuis le début de l'année, sur le continent nord-américain et en Grande-Bretagne.

Les banques centrales n'ont d'ailleurs pas pu éviter que l'annonce de la décision (la plus importante faillite d'une société de toute l'histoire) ne fasse baisser l'ensemble des bourses du monde. Les créanciers (200 banques parmi lesquelles le Crédit Lyonnais occupe le cinquième rang pour l'importance des capitaux engagés) vont donc devoir attendre avant de faire le compte de leurs pertes. Tous se bousculaient en effet pour prêter à Olympia dont les dirigeants se vantaient de pouvoir construire une ville entière sans l'aide d'un Etat... Eh bien, l'heure des profits spéculatifs passée, les Etats sont là pour tenter d'enrayer la catastrophe ! Avec l'argent public, bien entendu, car on peut compter que les banquiers, eux aussi, vont demander qu'on les aide à ne pas faire faillite.

Pierre VERNANT

Allemagne

APRÈS LE COMPROMIS DANS LA MÉTALLURGIE

LA FIN DES GRÈVES ?

Après avoir donné un coup d'arrêt à la grève dans le secteur public, il semble bien que les syndicats allemands soient en passe - du moins la presse le présente-t-elle ainsi - d'éviter la grève dans la métallurgie et peut-être aussi dans les secteurs de l'imprimerie et du bâtiment. En fait, le mécontentement de l'ensemble des salariés d'outre-Rhin, qui était gros d'une grève générale encore il y a quelques semaines, épuise peu à peu son potentiel, par l'effet conjugué de la tactique syndicale et des concessions patronales.

C'est au bout de onze jours de grève, après que les employeurs du secteur public eurent proposé un compromis à 5,4% (la proposition du médiateur avant la grève), plus quelques primes, au lieu des 9,5% revendiqués, que les dirigeants du syndicat ÖTV de la fonction publique ont appelé à reprendre le travail. Mais le vote des syndiqués appelés à se prononcer sur le compromis les a désavoués d'une façon cinglante.

Le règlement. que le syndicat ÖTV s'impose lui-même dans ses statuts stipule qu'il faut une majorité de 50% pour arrêter une grève. Le vote pour la reprise n'a obtenu en l'occurrence que 44,1%. Dans le syndicat des cheminots, où il est exigé seulement une majorité de 25% pour que la reprise puisse être ordonnée (75% pour que la grève soit décidée), le compromis n'a été approuvé qu'à 49,4% des syndiqués. Dans le seul syndicat des postiers, il y a eu une courte majorité de 51,4% pour approuver la reprise du travail. Et, selon les dirigeants syndicalistes eux-mêmes, ce sont les catégories qui touchent les plus basses rémunérations qui étaient les plus mécontentes de l'arrêt de la grève, bien que le compromis ait prévu quelques mesures destinées à augmenter un peu plus les bas salaires que les autres. Le désaveu a été si évident que la dirigeante du syndicat ÖTV, Monika Wulf-Matthies, a envisagé de démissionner. Mais à aucun moment il n'a été question pour elle de se plier à la décision des syndiqués et de reprendre la grève.

Le référendum sur la grève dans la métallurgie repoussé d'une semaine

Normalement, le référendum pour démarrer la grève dans la métallurgie aurait dû commencer au moment même où la consultation sur la fin de la grève dans le secteur public avait lieu. Mais bien que le référendum ait été programmé et préparé par des grèves d'avertissement d'une heure ou deux, largement suivies, les dirigeants d'IG Metall ont préférer le différer d'une semaine ; certes, en camouflant cette reculade derrière la menace ronflante d'un ultimatum aux patrons annonçant le démarrage d'une grève pour le 25 mai. Mais la réalité est que la direction syndicale voulait laisser le temps au patronat de calculer des concessions nouvelles dans un climat le plus serein possible, en laissant par ailleurs le temps aux collègues, dirigeants syndicaux du secteur public, de faire la preuve auprès des syndiqués qu'en dépit de leur vote, il n'y aurait pas de redémarrage de la grève dans les services publics. Car il est évident que les dirigeants syndicaux ne voulaient surtout pas que le climat devienne plus chaud et que l'idée d'une grève générale progresse dans la tête des travailleurs.

Les négociations des 16 et 17 mai, dans un premier temps, ne concernaient que les 700 000 métallos du Nord-Bade-Wurtemberg. Mais cette région à forte concentration d'usines - de l'automobile, de l'électronique, de la machine-outil - est considérée comme secteur pilote et il sert de modèle pour les négociations dans les autres régions. Ses conclusions sont considérées comme un aboutissement probable qui sera applicable à l'ensemble des 5 millions de métallurgistes du pays (dont 4 millions en Allemagne de l'Ouest).

Les concessions du patronat de la métallurgie se traduisent par une augmentation pour cette année de 5,4% (comme dans le secteur public), auxquels s'ajoutent quelques primes, ce qui porte l'augmentation à 5,8%. A cela devrait succéder une augmentation de 3,4% pour les neuf mois de l'année suivante qui, selon les calculs d'IG Metall, avec les primes et le passage de la semaine de travail en janvier 1993 de 37 heures à 36 heures, ferait un total de 4,4%. Là encore, comme dans le secteur public, on est loin des 9,5% pour l'année, revendiqués au départ. La presse pronostique que c'est autour de compromis identiques que se feront les accords pour les 270 000 ouvriers de l'imprimerie - où là aussi des grèves d'avertissement ont déjà eu lieu - ainsi que ceux concernant les 1 500 000 ouvriers du bâtiment.

Gamma / Piel

Manifestation syndicale du 1er mai à Hamburg.

Gamma / Piel

Les éboueurs en grève.

La combativité ouvrière bradée par les dirigeants syndicaux

Evidemment, vu de ce côté du Rhin, les augmentations obtenues par les métallos allemands paraissent importantes. Elles sont supérieures à l'inflation, font suite à des augmentations qui avaient été de 6% en 1990 et 7% en 1991, et s'ajoutent à des salaires déjà nettement supérieurs à ceux pratiqués en France (on ne doit pas être loin de 50% d'écart). Mais cela n'empêche pas les concessions obtenues d'être en dessous de ce que les travailleurs auraient pu arracher par la lutte, si les syndicats ne s'étaient pas ingéniés à tout faire pour réduire celle-ci au minimum, à la fractionner par branche et même au sein de la même branche, et à éviter ainsi qu'une confrontation générale ne révèle le véritable rapport de forces entre les patrons et les travailleurs.

Au lendemain du compromis dans la métallurgie du Nord-Bade-Wurtemberg, les patrons, la presse, ont poussé un "ouf" de soulagement. La bourse de Francfort a monté de 2% en une journée. Le monde des bourgeois a voulu y voir la fin des grèves en Allemagne - on devrait dire : des menaces de grève - et espère qu'après ces quelques miettes, il va lui être possible de continuer à profiter tout comme avant. Non pas malgré la réunification, mais aussi grâce à la réunification. La "paix sociale" est préservée - du moins le croient-ils - grâce à ces institutions que sont les syndicats et au dévouement de leurs dirigeants à la collaboration de classe. L'image de ces derniers en aura quelque peu souffert. La presse a rapporté quelques mouvements d'humeur de la part d'un certain nombre de syndiqués mécontents. Il est difficile de dire, d'ici, s'il en restera des traces durables. Mais c'est de toute façon le choix des dirigeants réformistes de préserver la stabilité de la société bourgeoise, quand bien même ce serait au prix de la perte de leur crédit, voire dans certaines périodes au prix du sacrifice de leur vie.

Malgré leurs soupirs de soulagement, il n'est d'ailleurs pas dit que les bourgeois et leurs serviteurs syndicaux aient déjà fini de souffrir. Il n'est pas encore tout à fait prouvé que le mouvement soit enterré et que l'on ne trouvera pas ici ou là des travailleurs refusant de remballer leur volonté de lutte au premier coup de sifflet des bonzes syndicaux.

Toujours est-il que, même ainsi canalisée et réduite, la puissance de la classe ouvrière d'Allemagne aura quand même donné quelques angoisses à ses exploiteurs, et elle aura contraint ses adversaires à quelques concessions qu'ils auraient bien aimé éviter.

Louis GUILBERT

Arsenal de Cherbourg

ARC

La manifestation du 24 avril à Cherbourg.

LES TRAVAILLEURS CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Le 16 avril dernier, le plan Joxe était rendu public. Il prévoit des diminutions importantes d'effectifs dans les différents corps d'armée, à la fois des personnels militaires et civils.

En ce qui concerne l'Arsenal de Cherbourg, cela se traduit, dans un premier temps, d'ici la mi-1993, par 1 000 postes supprimés : 800 affectant la sous-traitance interne, et 200 le personnel d'Etat. Pour l'instant, l'administration envisage des mises à la retraite pour le personnel fixe. Les 800 camarades de la sous-traitance étant, eux, purement et simplement mis à la porte.

Mais tout le monde sait que cela ne s'arrêtera pas là et que, d'ici 1997, la moitié ou plus des 5 200 personnes employées par l'Arsenal se retrouveront sans emploi.

Les réactions

Elles ont eté nombreuses : le jeudi 23 avril, 4 000 personnes ont manifesté dans les rues de la ville pour exprimer leur opposition à ce plan. Puis, le jeudi suivant, le 30 avril, Cherbourg fut, une partie de l'après-midi, ville morte : 6 000 personnes venues de toutes les entreprises de la ville manifestèrent, pendant que les commerçants, en signe de solidarité, avaient baissé leurs rideaux. C'était le jour où le gouvernement avait envoyé son secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire, Laignel, soi-disant pour se pencher sur les problèmes d'emploi. L'accueil qui lui fut fait ne laissait planer aucun doute sur l'état d'esprit de la population qui sait que, si l'Arsenal licencie, c'est toute la ville qui en fera les frais.

Le jeudi suivant, 7 mai, environ 2 500 ouvriers de l'Arsenal défilèrent à nouveau dans la ville.

A l'Arsenal, depuis l'annonce du plan Joxe, le travail tourne au ralenti dans de nombreux secteurs. Assemblées, débrayages, occupation de locaux se poursuivent. Le mardi 19 mai, l'Administration a décidé de sanctionner un millier d''ouvriers au nom de l'amendement Lamassoure. Sitôt connue, cette provocation a déclenché la colère : plusieurs centaines d'ouvriers ont envahi les bureaux de la direction et, à l'heure où nous écrivons, ils retiennent encore le directeur et son adjoint. Un chef, se croyant très fort, a menacé de sanction des ouvriers pour "non-productivité". Devant le débrayage spontané de quelque 300 ouvriers en colère, la hiérarchie désavoua ce cadre zélé en retirant la demande de sanction.

L'administration, selon une tactique ancestrale, manie la carotte et le bâton. Mais pour l'instant, la mobilisation reste soutenue.

Union sacrée ?

Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, pour l'instant, proposent des actions unitaires. C'est même l'union sacrée dans la ville, avec les élus, les commerçants. Tout le monde semble vouloir être solidaire des ouvriers de l'Arsenal.

Mais ce n'est bien entendu qu'une façade. Les intérêts des ouvriers ne sont pas les mêmes que ceux des élus par exemple, ou ceux des commerçants. Ceux-ci peuvent à tout moment se contenter de vagues promesses concernant d'hypothétiques emplois. Cela s'est vu à maintes reprises dans d'autres régions touchées par des licenciements.

Les ouvriers se battent pour leur emploi et le maintien de leur salaire, qu'ils continuent ou non d'ailleurs à fabriquer des sous-marins nucléaires. Car si tous les syndicats insistent sur la pseudo- "vocation" de l'Arsenal à fabriquer des armes pour garantir "l'indépendance de la France", de nombreux ouvriers n'en ont cure. Certains préféreraient fabriquer des choses utiles à la population plutôt que des engins de destruction qui absorbent, à fonds perdus, des milliards pris dans la poche des contribuables. Et si, pendant un temps, le temps d'une reconversion, ils étaient tout de même payés, cela reviendrait de toute façon moins cher que la construction de sous-marins. Les militaires sont bien payés, eux, à ne rien faire d'autre... qu'attendre la prochaine !

D'autres actions sont prévues dans les semaines qui viennent pour continuer à protester contre ce plan qui vise à fabriquer de nouveaux chômeurs. Mais il est certain que, pour faire reculer le gouvernement, lui inspirer une crainte salutaire, il faudra que les milliers de travailleurs de l'Arsenal, et des autres entreprises de la ville, voire de la région, trouvent dans leurs propres forces les moyens de le faire céder.

Correspondant LO

ABILIS (Renault-Lardy)

LA REPRISE

Après cinq semaines de grève

Vingt et un des vingt-huit travailleurs d'Abilis affectés au nettoyage du Centre d'essai de Renault-Lardy (Essonne), qui étaient en grève depuis le 10 avril, ont repris le travail mardi 18 mai.

Ils n'obtiennent pas satisfaction sur toutes les revendications qu'ils avaient posées, mais le bilan de la grève est loin d'être négligeable. Ils obtiennent en effet :

- 34,96 F de l'heure minimum pour tous, soit une augmentation horaire de 1,16 F. Cette hausse du salaire concerne douze travailleurs.
- L'extension de la prime de panier à six travailleurs. Cette prime équivaut à environ 400 F par mois.
- Le paiement intégral des heures supplémentaires de février et mars 1992 (cela concerne sept nettoyeurs).
- La régularisation des salaires de mars 1992 (pour cinq autres travailleurs).
- Le retrait des menaces de sanctions à l'égard d'un gréviste et l'embauche ferme d'un autre gréviste dont la direction prétendait vouloir se débarrasser.
- Un quart d'heure de pause pour les équipes du matin et de l'après-midi.
- Un prime de reprise de 2 300 F pour tous. La semaine précédente la direction ne proposait encore que 1 300 F.

En revanche, sur les problèmes d'effectifs, une des raisons qui avaient motivé la grève, la direction ne lâche rien, si ce n'est la mise en place d'un groupe de travail composé de quatre représentants du personnel et deux représentants de la direction pour discuter de l'organisation du travail, donc des problèmes de surcharge.

Il a donc fallu cinq semaines de grève pour obliger le patron d'Abilis, et derrière lui la direction Renault, à reconnaître des revendications plus que légitimes. Les grévistes sont conscients que ce qui a poussé en définitive Abilis à des concessions, c'est avant tout leur détermination, mais aussi le soutien des travailleurs de Renault. Cette solidarité s'est manifestée à plusieurs reprises lors des collectes, débrayages et délégations. Les grévistes, quoique au nombre de vingt et un seulement, n'étaient pas isolés.

Alors, même si le mouvement ne se conclut pas sur une entière victoire, les grévistes d'Abilis en sortent renforcés. Quant aux travailleurs de chez Renault, nombreux sont ceux qui ont été impressionnés par ces quelques grévistes qui ont su se faire respecter.

Correspondant LO

SNECMA (Gennevilliers)

UNE LUTTE QUI A PAYÉ

LO

La SERCOMAT, qui emploie une trentaine de personnes, est une des entreprises qu'utilise la SNECMA, en sous-traitance sur le centre, pour l'acheminement des pièces, la livraison de matériel, etc. Les travailleurs de cette entreprise se sont mis en grève à partir du jeudi 7 mai 1992, parce que l'un de leurs chefs d'équipe était menacé de licenciement.

C'est la direction de la SERCOMAT qui, sous la pression d'un responsable SNECMA, a fait cette demande, sous le prétexte fallacieux que ce chef d'équipe *"manquait d'ardeur"* et *"freinait celle des autres"*. Le fait qu'il ait osé refuser une nouvelle surcharge de travail et qu'il ne soit pas toujours d'accord sur les questions de boulot, c'en était trop pour un responsable SNECMA. Pour lui, ce chef d'équipe de la SERCOMAT manquait trop de docilité, et il espérait bien lui régler son compte.

Mais cela ne s'est pas passé comme prévu. Le 7 mai à 13 h 00, l'ensemble du personnel (ouvriers et maîtrise) arrêtait le travail.

Les grévistes allèrent voir la direction SNECMA, qui nia que la demande de sanction vienne de sa part, alors que le directeur d'exploitation SERCOMAT, lui, prétendait l'inverse. L'art et la manière de se renvoyer la balle !

Tout le long de ce conflit, aucune des directions n'a d'ailleurs été capable de dire clairement ce qui était reproché au chef d'équipe, chacune se cantonnant dans sa position ! Mais les grévistes n'ont pas désarmé. Ils ont fait le tour des ateliers pour expliquer aux travailleurs de la SNECMA ce qui se passait.

L'objectif était d'empêcher que leur travail ne soit fait par d'autres. Et cela a bien marché, puisqu'en plaçant des piquets de grève dissuasifs, cela a permis de bloquer le magasin général. Finalement, au bout d'une semaine, le directeur SERCOMAT, qui s'était fait conspuer une première fois par les grévistes, a dû remballer son arrogance et son mépris et accepter ce que voulaient les grévistes : qu'il se déplace sur le centre pour négocier – ce qui était déjà un premier recul – puisque, comme disaient certains grévistes, *"il est venu le froc à la main"*.

Durant la journée du vendredi 15 mai, la direction a dû faire d'autres reculs, comme d'accepter la présence du délégué SNECMA lors des réunions. Et comme les grévistes étaient très déterminés à faire céder leur patron, celui-ci a été contraint d'annuler la procédure de licenciement. Le chef d'équipe menacé a accepté un autre poste sans perte de salaire.

Après ce nouveau recul de la direction, considéré par les grévistes comme une victoire, il n'était pas question de s'arrêter en si bon chemin. Au-delà de la bagarre sur ce licenciement, bien d'autres problèmes couvent depuis longtemps : salaires, contrats de travail, non-respect de la dignité, etc. Discuter de tous ces problèmes était une des conditions pour reprendre le travail. Mais la condition essentielle est l'embauche définitive d'un travailleur dont le contrat avait été annulé et remplacé par un contrat à durée déterminée.

Un calendrier de négociation a donc été convenu. Et même si la direction n'a pas cédé sur le paiement des heures de grève, tout le monde a un moral d'enfer. Bien des choses ont changé, les grévistes ont su trouver le lien avec les travailleurs de la SNECMA et ont appris à s'organiser et à agir au coude-à-coude. Des traces qui ne n'effaceront pas de sitôt...

Correspondant LO

LO

Rosières (Saint-Florent)

LE COUP DE COLÈRE DES CHAÎNES

LO

Le 5 mai chez Rosières, à Saint-Florent près de Bourges, nous avons tous arrêté le travail. Il s'agissait de protester contre la mutation sur les chaînes d'une camarade qui relevait d'une grave maladie et qui est encore en convalescence. C'était la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase, après la multiplication des licenciements et des brimades ces derniers mois.

Nous avons connu le chômage partiel de décembre à avril – certains d'entre nous ont été plus de six semaines à la maison. Et maintenant, nous devons produire en grande quantité ! La direction annonce une charge de travail "satisfaisante" jusqu'en décembre 1992.

Alors, les chronos passent sur les chaînes. Sur deux chaînes, il paraît qu'il y aura 5 % d'augmentation des cadences – qui sont déjà difficiles à tenir – avec 190 gazinières à faire par jour sur certaines séries.

Il n'y a plus assez de bras pour faire le rendement. Aussi, tous les moyens sont bons : on nous mute d'un atelier au Montage. Certains camarades viennent fabriquer des tables de cuisson alors qu'ils étaient à l'atelier des Prototypes, ou bien plombier au service Bâtiment !

D'autres sont mutés des bureaux au Montage. La direction ne tient là encore compte ni de la qualification ni de l'âge. Ainsi, après avoir fait 30 ans de "l'ordonnancement", un camarade de 55 ans doit apprendre à monter des tables de cuisson. La direction nous oblige aussi à faire le travail de pointeaux en une matinée et à compléter la journée par le montage d'appareils !

Des camarades qui ont refusé les mutations ont été licenciées, sans doute pour nous faire accepter sans rien dire ce qui nous attend. Mais le 5 mai, la direction a fait un faux pas : une ouvrière qui a été longuement et gravement malade a été remise sur chaîne. Là, ce fut trop.

Le travail arrêté, nous avons demandé que le chef de la production et le chef du personnel viennent s'expliquer devant nous. Nous étions tous groupés autour d'eux (à ce moment-là, il n'y avait plus personne qui travaillait) et du coup ils ont bien vite trouvé un autre poste à notre camarade !

Le travail a repris avec pour nous le sentiment d'avoir fait respecter notre dignité. Et il y en a même eu pour dire sur le ton de la plaisanterie, mais il y a des plaisanteries qui veulent dire quelque chose : *"Bon, on n'a pas d'autre problème à régler ?"*

Correspondant LO

C'EST JUSTE

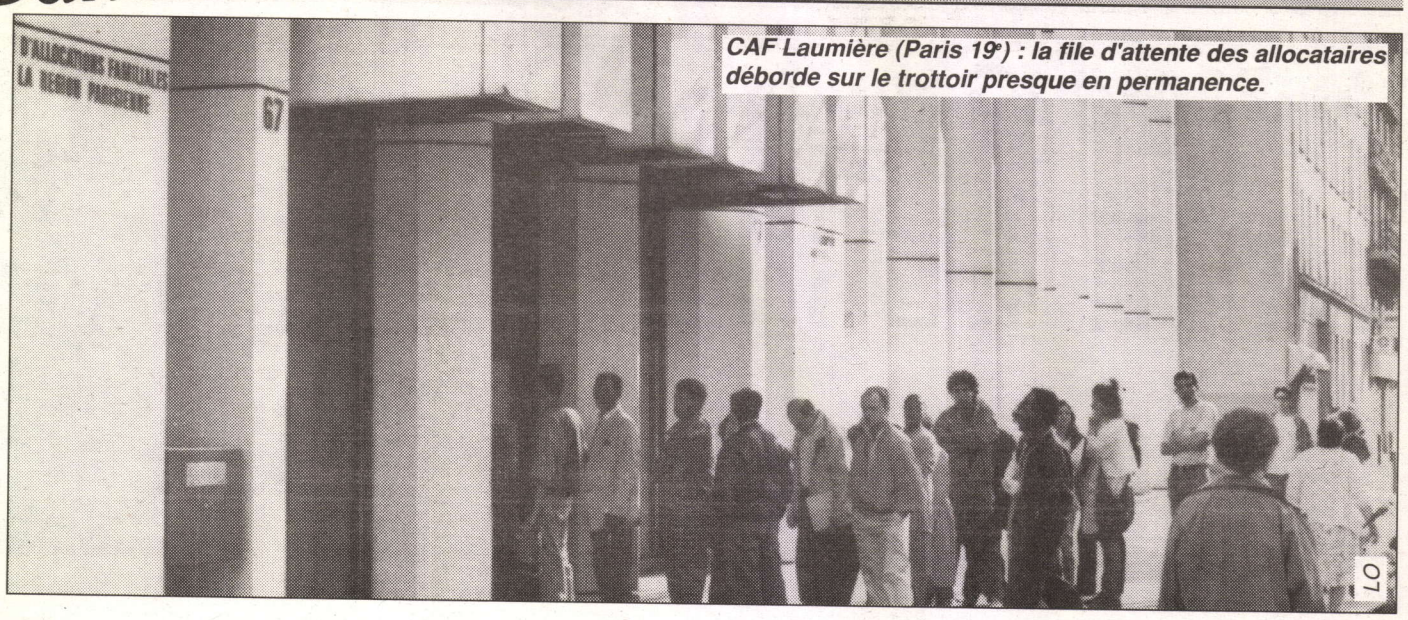
A Saint-Brieuc, le tribunal des Prud'hommes vient de condamner le patron des Laminoirs de Bretagne à payer à 27 ouvriers les semaines de grève qu'ils avaient faites en 1991, pour protester contre une mise à pied infligée à trois salariés pour un fait de grève antérieur.

Le patron a été jugé comme portant la responsabilité du déclenchement du conflit.

Une bonne sentence à méditer.

Caisse d'allocations familiales (Paris)

DES EMPLOYÉS EN COLÈRE



CAF Laumière (Paris 19e) : la file d'attente des allocataires déborde sur le trottoir presque en permanence.

Depuis la création du RMI (géré par la CAF) et l'extension des aides au logement, la charge de travail à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), qui gère les aides, s'est accrue considérablement. Dans le même temps, la direction a mis en place un plan d'aide aux départs et ne remplace pas les employés démissionnaires.

Le retard s'accumulant sur les postes de travail et les files d'attente s'allongeant aux guichets, la direction a fait appel aux heures supplémentaires et a demandé aux employés d'emporter du travail à domicile. Beaucoup d'employés ont fait des efforts et augmenté le rythme de travail.

Mais lorsqu'à Pâques, la direction générale de la CAF Paris a annoncé des normes de rendement aux employés, le vase a débordé. En effet, pour rentabiliser et diminuer les coûts de gestion, elle a décidé de nous faire traiter 60 lettres, ou 21 dossiers, ou 250 déclarations de revenus par jour et par personne. Cela a choqué les employés de voir la direction sous-entendre ainsi que nous ne travaillons pas assez, alors que nous faisons tout notre possible pour satisfaire les allocataires et que depuis des mois nous ne savons plus où donner de la tête. Et distribuer une chemise avec la "ration" de la journée, comme elle l'a fait dans certains services, a été considéré par beaucoup d'employés comme une provocation.

Certains employés ont été convoqués par les chefs de service, sous prétexte qu'ils n'appliquaient pas les normes. Une employée s'est même vu demander ce qu'elle avait fait pendant 1 h 39 (les terminaux indiquent les temps d'utilisation) ! Ces méthodes sont si choquantes que certains chefs de service ont résisté à l'application de ces normes. Mais, sous la pression de la direction générale, beaucoup ont cédé.

Le personnel en a eu assez de ces pressions et a commencé à réagir. Le 4 mai, à l'unité de gestion de Laumière (une des trois de Paris avec les unités Viala et Nationale), une soixantaine d'employés montaient à la direction porter une pétition lancée par les syndicats. La direction locale a pu voir que ses mesures ne passaient pas. Et quand le 13 mai FO et la CGT ont appelé à une après-midi de grève, le jour où le conseil d'administration se réunissait, près de 70% du personnel des trois centres débrayaient.

Il faut remonter à plusieurs années pour voir les guichets fermés comme on l'a vu cette fois-ci. Une délégation d'employés en colère a pu dire au président du conseil d'administration et au directeur général ce qu'ils avaient sur le cœur. Car les déclarations du directeur général, pour qui il y a trois sortes d'employés, ceux qui travaillent bien, ceux qui sont lents mais font des efforts et les... "pieds cassés", ont fait bondir !

Les assemblées générales qui ont suivi ont montré la détermination du personnel à ne pas céder aux pressions de la direction. Il a été décidé de ne pas tenir compte des normes de la direction et d'accompagner tout collègue qui serait convoqué.

La prochaine étape est une entrevue au ministère, à laquelle beaucoup d'employés veulent participer.

La direction comptait peut-être que, dans le contexte actuel, sa politique passerait facilement. C'est raté.

Correspondant LO

Renault (Flins)

Horaires modulés ou travail de nuit

C'EST LE PROGRÈS... DE L'EXPLOITATION

"L'euphorie", "Le boom de Renault" : voilà comment, à la mi-avril, la presse interne du groupe qualifiait les résultats de Renault en France et en Europe.

A Renault Flins (Yvelines), l'euphorie en question se traduit par des heures supplémentaires en pagaille. La Clio, qui y est produite à 1 650 exemplaires par jour, marche bien. L'usine travaille depuis le début de l'année les samedis. Depuis trois mois, une trentaine d'ouvriers plus quelques dizaines d'intérimaires travaillent en samedi-dimanche (2 fois 12 heures) aux Presses, pour faire face à l'augmentation de la production. Enfin, plus récemment, en Sellerie-Mécanique, la direction a organisé des "débordements" après l'équipe du soir entre 22 h 25 et minuit trente.

En l'espace des quatre premiers mois de l'année, le quota d'heures supplémentaires autorisé par la loi est déjà dépassé. Qu'à cela ne tienne ! Les responsables de l'usine ont demandé à l'inspecteur du travail une dérogation sur les heures supplémentaires, afin que le quota de 94 heures par ouvrier et par an soit repoussé à 120 heures...

Mais toutes ces mesures ne suffisent encore pas et la direction veut aller plus loin : elle envisage soit de créer une troisième équipe, soit de moduler le temps de travail à l'année, avec un horaire hebdomadaire rallongé quand les ventes montent, c'est-à-dire aux beaux jours, et plus court dans le cas contraire.

Pour l'instant, 3e équipe ou horaire modulable sont à l'état de projet, mais la direction accélère le mouvement (elle a déjà depuis longtemps l'accord des syndicats, sauf celui de la CGT, sur la troisième équipe) d'autant que, dans les mois qui viennent, Flins devrait fabriquer une nouvelle voiture en plus de la Clio.

Voilà comment les patrons d'une entreprise comme Renault veulent "régler" les problèmes de variation de production dans l'automobile. Depuis 15 ans les effectifs de Flins sont passés de 20 000 à 8 500 travailleurs ; la moyenne d'âge des ouvriers de l'usine dépasse les 47 ans. Mais pour faire face à une augmentation de la production, ce n'est pas vers l'embauche, ni même vers le développement de ses capacités de production que Renault se tourne, mais vers une utilisation plus "rationnelle" de vieilles installations et donc vers une exploitation plus scientifique des travailleurs.

Reste à connaître la réaction des principaux intéressés, les travailleurs de l'usine, que n'enchantent ni le travail de nuit, ni le travail supplémentaire, quand reviennent les beaux jours.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Lire

Les Noirs américains aujourd'hui

SUIS-JE LE GARDIEN DE MON FRÈRE ?

de John E. Wideman

John E. Wideman, parce qu'il enseigne la littérature à l'université et que ses romans font la Une des revues littéraires américaines, croyait presque en avoir fini avec son passé, le ghetto ainsi que *"la pauvreté et la négritude"*, parce qu'il avait réussi à pénétrer dans *"un monde de livres, d'examens et de Blanches riches et jolies"*. Seulement, quand il apprit que son plus jeune frère Robby était en cavale, accusé du meurtre d'un autre petit truand du ghetto de Pittsburgh, qu'il y risquait sa vie parce que les policiers pouvaient le descendre sans préavis, puis qu'il était finalement arrêté et condamné à la prison à vie, sans rémission, John retrouva les siens. Et c'est à partir de ses longues conversations avec son frère dans le parloir de la prison qu'il commença à chercher à *"reconstituer le tragique enchaînement de circonstances qui causa la mort d'un jeune homme et en jeta trois autres en prison pour la vie"*.

Robby et ses copains étaient-ils de jeunes *"brutes"*, comme leur père les appelait ? Etait-ce *"de la graine de criminels"* ou plus simplement *"des gosses particulièrement durs"* ? En fait, pour l'auteur, avec *"leur démarche chaloupée, leur façon de parler, casquette baissée sur les yeux"*, ils étaient de ceux qui *"s'affichent comme des délinquants, en marge du joli monde des adultes respectables"*. Mais comment de petits voyous sont-ils devenus des gangsters ? *"On ne sait jamais comment tout a commencé,* répond l'auteur. *Plus on fouille, plus on remonte le temps, plus il devient évident que tout est lié. Les gens et les faits ne se classent pas par ordre chronologique, mais ils se trouvent mis en relation avec d'autres forces, d'autres événements, embrouillamini de nécessités, d'interdépendances et de hasards susceptibles de produire un seul résultat : ce qui est."*

Cet enchaînement qui a conduit son jeune frère, lui comme tellement d'autres, du ghetto à la prison révolte l'auteur. Il s'interroge : *"pourquoi Robby"* et pas lui-même ? Mais surtout, il dénonce cette société qui fabrique au cœur des ghettos une majorité de jeunes révoltés sans espoir, sans perspectives, qui se droguent, volent, rackettent et finissent par tuer. Il remonte à l'origine du ghetto de Pittsburgh, pas exclusivement noir, mais constitué d'ouvriers lorsqu'il se créa au début du siècle autour des usines et de la sidérurgie. Le grand-père de John et Robby, dont le père connut l'esclavage, a émigré en 1906, de Caroline-du-Sud à Pittsburgh en Pennsylvanie. Il y a découvert *"une ville à deux vitesses, sale, cruelle"*. C'était un véritable melting-pot, avec *"des Ritals, des Boches, des Polacks qui avaient comme lui été attirés par les usines et par les mines, par la fumée et la fournaise, par le travail dangereux qui permettait à n'importe quel gaillard à la tête dure, même à un Noir, de se remplir les poches de fric"*. Aujourd'hui les usines et les entrepôts qui s'alignent sur des kilomètres ont fermé pour la plupart. Les jeunes descendants des ouvriers de 1910 à 1930 sont devenus chômeurs, désœuvrés, dealers.

Au fil des pages, John Wideman essaie de faire entendre la voix et la révolte de son jeune frère. Un témoignage d'autant plus intéressant qu'il est récent (écrit aux USA en 1984) et que c'est la vie des Noirs des ghettos des grandes villes industrielles (auxquels se mêlent d'ailleurs bien des pauvres Blancs descendant des émigrés de la vieille Europe) et la révolte qui y couve qu'il raconte.

Cécile Bernier

Suis-je le gardien de mon frère *de John E. Wideman - Ed. Jacques Bertoin - 350 p. 125 F.*

Voir

"TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS"

Une exposition du Musée de l'Homme

Au-delà de toutes les différences d'aspect (de couleur de peau, de taille, de chevelure), tous les êtres humains ont la même structure et la même biologie fondamentales. C'est par cette démonstration que commence cette exposition du Musée de l'homme, au Palais de Chaillot à Paris.

Bien sûr, il n'y a pas deux individus rigoureusement semblables. Chaque être humain possède une sorte de carte d'identité génétique qui fait, par exemple, que chacun d'entre nous ne peut recevoir une greffe d'organe ou une transfusion sanguine de n'importe qui.

Mais les différences biologiques individuelles, invisibles, pas plus que les empreintes digitales, ne recouvrent les différences visibles à l'œil nu (couleur de peau ou autre) sur lesquelles s'appuient les classifications des êtres humains par "races". On peut en effet avoir plus de proximité, au fond, sur le plan biologique, avec un Pygmée, un Papou ou un Esquimau qu'avec sa femme, sa fille ou son frère. Un français "de souche" peut être sauvé par la transfusion sanguine d'un originaire du fin fond de la Kabylie et tué par celle d'un de ses compatriotes issu de vingt générations du fin fond de la Beauce.

André Laganey, le directeur de l'exposition, admet être incapable de dire précisément ce qu'est une "race" humaine, tant les différences individuelles entre les humains ne peuvent pas être groupées par ethnies, par pays ou même par continents mais varient progressivement.

C'est qu'en fait, selon les connaissances actuelles, les différents peuples ne seraient séparés par l'évolution que depuis bien moins de temps qu'on ne le croyait autrefois, et nous serions tous parents, tous issus d'une souche africaine dont les descendants auraient migré progressivement sur le reste de la planète. Les variations visibles ne sont que des adaptations assez récentes à des milieux géographiques, climatiques, parfois analogues d'ailleurs : ainsi la couleur foncée de la peau en réponse à l'ensoleillement acquise à la fois par des Africains, les Papous de Nouvelle-Guinée ou une partie des Sri-Lankais.

Dès lors, les écrits des scientifiques d'il y a 100 ou 150 ans qu'on nous présente dans l'exposition, parlant des qualités prétendument supérieures de la "race blanche", comme ceux d'ouvrages de vulgarisation plus récents, nous apparaissent bien comme des préjugés qui ne devaient rien à la science, mais tout à la société colonisatrice dans le cadre de laquelle ils ont été écrits.

On trouve donc dans cette exposition, assez simplement expliqués, des arguments scientifiques qui prennent à rebrousse-poil les préjugés raciaux. Et c'est bien utile par les temps actuels.

G.L.

Musée de l'Homme, Palais de Chaillot. Métro : Trocadéro. Prix d'entrée : 25 F (qui comprend l'entrée aux autres salles du Musée). Heures d'ouverture : 10H00 - 17H00 (sauf mardi)

ARC

Thaïlande

UN REGIME SANGLANT... MAIS UN GRAND AMI DES "DEMOCRATIES"

AFP

Violents affrontements entre la police et les manifestants le 17 mai.

Depuis le 17 mai, la capitale de la Thaïlande, Bangkok, connaît chaque soir de violentes émeutes. L'état d'urgence a été proclamé, les chars sont dans les rues, et l'armée réprime sauvagement les manifestants, tirant sans hésiter dans la foule. On a vu les images de ces manifestants, pour la plupart des jeunes, harcelant à coups de pierres les troupes qui, elles, tiraient sur la foule. On a vu les militaires piétinant les blessés, frappant sauvagement leurs jeunes prisonniers et les obligeant à ramper au sol jusqu'aux camions qui les embarquaient on ne sait où. Des dizaines de morts, peut-être même 100 ou 150, des centaines de blessés, des milliers d'arrestations.

La Thaïlande à qui sa réussite économique avait valu les félicitations du Fonds Monétaire International (réussite tout au moins pour les investisseurs, les agences de voyages, les proxénètes organisateurs en tourisme spécial, et les banquiers mondiaux) est ébranlée par les émeutes. Tant le "miracle économique" n'était autre que le résultat de l'accroissement du pillage.

Le gouvernement français "déplore les violences". Celui des Etats-Unis conseille au gouvernement thaïlandais de "s'abstenir d'utiliser la force à un niveau mortel" : un peu plus de "retenue" seulement. Et celui du Japon a hâte de voir la situation "retourner à la normale" : l'exploitation sans les émeutes en quelque sorte. La modération extrême et l'hypocrisie des critiques de nos gouvernements "démocrates" vis-à-vis de la dictature thaïlandaise s'expliquent en un mot : c'est aussi les intérêts des capitalistes japonais, américains et européens, qui ont commencé à investir depuis quelques années en Thaïlande, surtout depuis 1986, que la dictature sanglante et corrompue du général Suchinda protège.

Les manifestations contre le régime avaient commencé depuis le début du mois de mai, à l'appel au départ des leaders de l'opposition parlementaire qui demandaient la démission de ce Suchinda Krapayoon, l'homme fort du régime, qui venait juste de se faire nommer Premier ministre.

Il y a un peu plus d'un an, le 23 février 1991, c'est par un coup d'Etat, qui n'avait suscité pratiquement aucune réaction, que le général Suchinda, alors chef d'état-major de l'armée, avait pris le pouvoir. Le régime précédent était si corrompu que le chef de l'armée pouvait prétendre être l'homme qui ne venait là que pour faire le ménage.

Hommes d'affaires et banquiers mondiaux s'étaient alors réjouis de voir le général putschiste mettre en place un gouvernement civil où la gestion était confiée à des techniciens entourés d'hommes d'affaires chargés de gérer le "boom économique" thaïlandais. Et d'en profiter, cela va de soi : dévaluation de la monnaie pour favoriser les industries d'exportation, au détriment du niveau de vie de la population ; privatisations des services publics (compagnie aérienne, électricité, téléphone) ; commandes d'Etat et pots de vin à l'appui.

Le "second coup d'Etat" de Suchinda, comme dit l'opposition pour parler de sa récente décision de se faire nommer lui-même Premier ministre, pouvait sembler plus bénin que le premier : la coalition des partis alliés à Suchinda venait d'obtenir la majorité aux élections de mars dernier (grâce à une fraude électorale éhontée, il est vrai) ; et le général était de toute façon déjà depuis février 1991 le véritable détenteur du pouvoir, bien plus que le roi assis sur le trône de Thaïlande depuis 1946, bien plus que le Premier ministre en titre. C'est pourtant le motif qui a poussé l'opposition à appeler depuis quelques semaines à manifester contre le régime.

En un an le nouveau régime militaire n'a réussi qu'à coaliser de larges couches de la population contre lui. Selon la presse, dans les manifestations organisées depuis début mai, ainsi que le dimanche 17 avant que la manifestation ne tourne à l'émeute, on trouvait aux côtés des jeunes étudiants et lycéens, un grand nombre d'adultes de tous les milieux et en particulier de milieu petit-bourgeois, petits cadres, commerçants, voire même des bourgeois aisés, en même temps que nombre de fonctionnaires et d'employés de bureaux. Une partie de la petite bourgeoisie, cadres ou nouveaux bourgeois, fruits du récent développement économique, frustrés de ne pas avoir leur part dans la gestion politique du pays jusque-là monopolisée par les cliques militaires en place bien avant eux, pencherait pour l'opposition. Et il en serait de même des fonctionnaires et employés des entreprises publiques dont le général Suchinda a fait interdire depuis un an les syndicats, accusés de ne servir qu'à maintenir les salaires élevés.

Les leaders de l'opposition parlementaire espéraient sans doute bénéficier du soutien des USA et des milieux financiers mondiaux s'ils arrivaient à rénover sans troubles un régime devenu tellement impopulaire qu'il risquait d'être instable. D'autant que depuis le début de la crise politique, au lendemain des élections de mars, le marché boursier thaïlandais, où s'investissent tant de capitaux étrangers à la recherche d'une main d'œuvre a bon marché, ne cesse de montrer des faiblesses.

Mais si le combat entamé par les leaders officiels de l'opposition contre Suchinda se voulait à fleuret moucheté, le général Suchinda, lui, a décidé de monter d'un cran dans l'épreuve de force en réprimant sauvagement une nouvelle manifestation. Et le 17 mai au soir, alors que les jeunes affrontaient l'armée, les leaders de l'opposition s'empressaient de prêcher le calme et de ne plus appeler à *"la désobéissance civile non-violente"*. Ils ne semblent guère avoir été suivis.

C'est que, face à un régime de dictature comme le régime thaïlandais, l'affrontement a sa logique. Les jeunes étudiants et lycéens qui sont descendus dans la rue et se sont heurtés à la répression ne sont sans doute guère disposés à entendre des discours "non-violents". Et les leaders de l'opposition craignent sans doute que ces jeunes, qui ont constitué depuis le début le gros des manifestants, comme leurs aînés avaient constitué le gros des manifestants des émeutes de 1973 et 1976, expriment un malaise qui est en fait celui de toute la société, et n'entraînent d'autres couches, plus populaires, dans un combat contre le régime qui déstabiliserait tout l'ordre social.

C'est sans doute cette crainte qui rend maintenant l'opposition si modérée, le régime si sûr de lui pour exercer la répression, et ses protecteurs occidentaux si modérés dans leurs critiques, convaincus qu'ils sont que le meilleur protecteur de l'ordre social... et de leurs capitaux, est encore la poigne d'un général. Les discours sur le règne universel de la "démocratie" dans un "monde libre" qui aurait vaincu pour toujours, c'est tout juste bon pour la campagne télévisée de Bush.

Olivier BELIN

Vient de paraître :

LUTTE DE CLASSE

mai - juin 1992
(n° 47)

Au sommaire :

- Los Angeles
  L'explosion de la colère
- Afghanistan
  La guerre des appareils militaires
- Les Kurdes
  Un an après la guerre du Golfe
- Les Caraïbes
  en morceau

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995